Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Divonne-les-Bains
L'Ain en Léman

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 1 juin 2026 à 19 h 00

L'an deux mille vingt six, le premier juin à 19 h 00, le conseil municipal de la ville de Divonne-les-Bains s'est réuni en séance ordinaire, sur convocation en date du 26 mai 2026 et sous la présidence de Vincent SCATTOLIN.

Présents (30) :

Vincent SCATTOLIN, Patricia LOTH, Thierry MARIN, Laurence BECCARELLI, Dominique MORAND, Véronique DERUAZ, Daniel DEREN, Lucile LINARD, Eric GAVARET, Caroline BARBICHE, Stan VESEL, Marc LEBRUN, Laure CADI (arrivée à 20h04) Sophie CLEYET, Alexandre DESPREZ, Mélanie MORAND, Julien CREUSAT, Perrine HOLTZWARTH (départ à 20h40, retour à 20h46), Lucas SCHLOESSLIN, Thibault VON EUW, Kassandra SCHNEIDER (départ à 20h38, retour à 20h46), Grégory LECART, Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY

Absents représentés (3) :

Kevin RAUFASTE (procuration à Eric GAVARET)
Morgane TINCHANT (procuration à Patricia LOTH)
Mirentchu BERRIA (procuration à Vincent SCATTOLIN)

Secrétaire de séance :

Sophie CLEYET

Assistaient à la séance :

Emmanuel CORDIVAL (Directeur général des services), Stéphane GAUTHIER (Directeur général adjoint Pôle services à la population), Edouard BERTHET (Directeur de cabinet), Samra ICHEBOUDENE (Gestion des assemblées), Marie TELLIER (Gestion des assemblées), Béatrice CORBIN (Responsable du service finances).

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- ORDRE DU JOUR -

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

POINT N°1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2026
POINT N°2 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 MAI 2026
POINT N°3 DÉLÉGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°DE_2026_049 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2026
POINT N°4 RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CCID) - DÉSIGNATION DES MEMBRES

FINANCES

POINT N°5 BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°6 BUDGET ANNEXE CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATIONS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°7 BUDGET ANNEXE BOIS ET FORÊTS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°8 BUDGET ANNEXE DES BAUX COMMERCIAUX ET CONCESSIONS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°9 BUDGET ANNEXE DES ACTIVITÉS DE LOISIRS EQUESTRES ET GOLF DE L'HIPPODROME - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°10 BUDGET ANNEXE PISCINE / PLAGE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°11 BUDGET ANNEXE AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA GARE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°12 BUDGET ANNEXE AQUALIENNE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°13 BUDGET ANNEXE ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025
POINT N°14 BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025
POINT N°15 BUDGET ANNEXE DU CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATIONS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025
POINT N°16 BUDGET ANNEXE DES BOIS ET FORÊTS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025
POINT N°17 BUDGET ANNEXE DES BAUX COMMERCIAUX ET CONCESSIONS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025
POINT N°18 BUDGET ANNEXE ACTIVITÉS DE LOISIRS EQUESTRES ET GOLF DE L'HIPPODROME - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025
POINT N°19 BUDGET ANNEXE PISCINE / PLAGE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025
POINT N°20 BUDGET ANNEXE AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA GARE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025
POINT N°21 BUDGET ANNEXE AQUALIENNE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025
POINT N°22 BUDGET ANNEXE ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025
POINT N°23 DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - DEMANDES DE SUBVENTION POUR LE PROJET "AGRANDISSEMENT DU CIMETIÈRE"
POINT N°24 DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - DEMANDES DE SUBVENTION POUR LE PROJET "AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR DU TEMPLE"
POINT N°25 CONSTRUCTION DE DEUX COURTS DE TENNIS COUVERTS ET DE QUATRE TERRAINS DE PADEL SEMI-COUVERTS - DEMANDES DE SUBVENTION AUPRÈS DE DIVERS ORGANISMES
POINT N°26 EXTENSION DU DISPOSITIF DE VIDÉOPROTECTION - PHASE 2 - DEMANDE DE SUBVENTION RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
POINT N°27 PRÉSENTATION DES NOUVEAUX CONSEILS DE QUARTIER
POINT N°28 APPROBATION DU DOSSIER DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT PUBLIC DU FORAGE D'EAU MINÉRALE HARMONIE À DIVONNE-LES-BAINS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - FONCIER

POINT N°29 LA TUILERIE - CESSION À TITRE ONÉREUX CONSENTIE PAR LA SAS EUROPE IMMOBILIER REPRÉSENTÉE PAR M. ELVIANO ROSSI À LA COMMUNE DE DIVONNE-LES-BAINS DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION AP 373-375-377

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

POINT N°30 ALLÉE DU PARC DU CHÊNE - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE SAS EUROPE IMMOBILIER REPRÉSENTÉE PAR M. ELVIANO ROSSI AU PROFIT DE LA COMMUNE DE DIVONNE-LES-BAINS - PARCELLES AP 354-361-363-359-403-364-379
POINT N°31 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR ET MADAME STEPHANN AU PROFIT DE LA COMMUNE- PARCELLES B N°285-641-642
POINT N°32 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR ET MADAME MICHELIN AU PROFIT DE LA COMMUNE- PARCELLE B N°829
POINT N°33 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR BERNIER ET MADAME MORTGAT AU PROFIT DE LA COMMUNE - PARCELLE AC N°108
POINT N°34 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CENTRE NAUTIQUE

RESSOURCES HUMAINES

POINT N°35 MAINTIEN PROVISOIRE DU DEMI-TRAITEMENT DES AGENTS PLACÉS EN CONGÉ DE MALADIE ORDINAIRE OU CONGÉ DE LONGUE MALADIE
POINT N°36 MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MÉDIATHÈQUE DE DIVONNE-LES-BAINS
POINT N°37 COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DU 21 MARS 2026

Monsieur le Maire indique avoir reçu une demande du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » visant à inscrire une délibération à l'ordre du jour concernant la revalorisation de la dotation par élève versée par la commune de Divonne-les-Bains pour la rentrée scolaire 2026-2027.
Il précise que, pour pouvoir inscrire cette délibération à l'ordre du jour, un vote doit être organisé et qu'un tiers des membres de l'assemblée présents doit se prononcer en faveur de cet ajout.
Monsieur le Maire comprend qu'un débat puisse avoir lieu sur ce sujet, rappelant qu'il s'agissait d'un point de divergence lors de la campagne municipale. Il souhaite toutefois qu'un travail préalable soit réalisé sur cette délibération avant son inscription à l'ordre du jour du conseil municipal, même si le sujet a déjà fait l'objet d'échanges en commission scolaire.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle que cette délibération peut être inscrite à l'ordre du jour soit par un vote favorable d'un tiers des membres présents, soit sur décision de Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire indique qu'il préfère qu'un travail préalable soit réalisé en commission scolaire et propose donc de procéder à un vote sur l'inscription de cette délibération à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée si elle souhaite ajouter ce point à l'ordre du jour :
Le conseil municipal décide, par 8 voix POUR,
et 21 voix CONTRE : L'ensemble des élus de la majorité présents
Le point n'est donc pas ajouté à l'ordre du jour.

La séance est ouverte à 19h00

Sophie CLEYET a été désignée secrétaire de séance

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

POINT N°1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2026

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 30 mars 2026 a été établi et transmis pour approbation aux membres présents à la séance.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur le Maire souhaite que les commentaires transmis par co... simplement Divonne-les-Bains » soient intégrés au procès-verbal afin de restituer fidèlement le déroulement des débats.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » demande ainsi l'ajout du passage suivant : «Afin de refléter fidèlement le déroulé des débats, la remarque sur les vice-présidents de commission ayant eu lieu après l'annonce des commissions, il conviendrait de rajouter « Après que Monsieur le Maire a proposé la composition de chacune des neuf commissions en indiquant l'adjoint qui en prendra la vice-présidence, Marine Bon pour le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » relève que, selon le code des collectivités territoriales, ce n'est pas l'autorité actuelle qui doit désigner le vice-président : chaque commission doit élire elle-même son vice-président. Il souligne donc que la procédure devra être respectée et que des candidatures pourront être proposées.
Monsieur le Maire reconnaît que l'intervention précédente est juste, mais explique que, par souci de transparence, il souhaitait annoncer dès ce soir les vice-présidents proposés par la majorité pour les différentes commissions. Il propose un vote à main levée sans bulletin secret. Il constate qu'il n'y a ni opposition ni abstention, et déclare que l'ensemble des commissions sont donc adoptées. » ».

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » ajoute : « Par ailleurs, dans les comptes rendus, il est indiqué, dans la plupart des prises de paroles des membres du groupe Tout Simplement Divonne-les-Bains : « le groupe TSDLB ». Nous demandons à ce que les comptes rendus rendent compte des prises de paroles de chacun des 33 membres du CM, qui peuvent de surcroît parler en leur nom et pas au nom d'un groupe majoritaire ou minoritaire. Les comptes-rendus seront modifiés en conséquence en précisant le nom de l'intervenant. ».

Monsieur le Maire rappelle que, jusqu'à présent, le choix avait été fait de mentionner le nom du groupe dans la rédaction des procès-verbaux, notamment en considérant que les séances étant filmées, il restait possible de retrouver l'identité des intervenants en visionnant la vidéo. Il précise que cette méthode permettait également de faciliter le travail des services municipaux.
Il propose que cette question soit examinée dans le cadre du groupe de travail chargé de préparer le règlement intérieur du conseil municipal.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » explique qu'il lui paraît important que chaque élu puisse voir ses propres interventions retranscrites dans les comptes rendus. Il rappelle qu'il n'existe pas de mandat impératif ni d'obligation pour un élu de s'exprimer au nom de son groupe. Il considère donc qu'il est important que chaque prise de parole soit clairement identifiée par le nom de son auteur.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le procès-verbal du conseil municipal du 30 mars 2026 annexé.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'APPROUVER** le procès-verbal du conseil municipal du 30 mars 2026.

POINT N°2 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 MAI 2026

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 4 mai 2026 a été établi et transmis pour approbation aux membres présents à la séance.

Monsieur le Maire souhaite que soient intégrés les commentaires envoyés par le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » par mail.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » a envoyé des remarques par mail :
« Point 3: « Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » explique ne pas avoir reçu le procès-verbal en pièce-jointe de la délibération et ne peut donc pas voter. »

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Ce n'est pas que le groupe TSDLB qui n'a pas été destinataire des [illegible] élus. Il convient d'écrire « Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » explique que le procès-verbal ne figurait pas en pièce-jointe de la convocation adressée à l'ensemble des élus et ne peut donc la résolution ne peut pas être votée. »
Point 22: La délibération n'a pas été votée. Monsieur le Maire a juste dit « nous prenons acte » sans qu'aucun vote n'ait eu lieu. Le procès-verbal ne peut donc indiquer « A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide, DE PRENDRE ACTE des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs citée ci-dessus ». Le PV du compte rendu ne peut pas être voté en l'état. »

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le procès-verbal du conseil municipal du 4 mai 2026 annexé.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'APPROUVER** le procès-verbal du conseil municipal du 4 mai 2026.

POINT N°3 DÉLÉGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°DE_2026_049 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2026

Monsieur le Maire rappelle qu'afin de faciliter la bonne marche de l'administration municipale, il a été proposé au Conseil municipal de déléguer à Monsieur le Maire, conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, un certain nombre d'attributions qui relèvent de la compétence du conseil municipal.

Il est rappelé à l'assemblée que Monsieur le Maire rendra compte en Conseil municipal de toutes les décisions prises en vertu de cette délégation, comme le prévoit ce même article.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 modifié par la Loi libertés et responsabilités locales, Monsieur le Maire aura la faculté de subdéléguer à un élu les attributions qui leur sont confiées par délégation de l'assemblée.
La délibération n°DE_2026_049 du conseil municipal du 21 mars 2026 n'étant pas suffisamment précise sur certains points (n°3, n°16, n°22, n°26 et n°27), il convient de l'annuler et de la remplacer par la présente.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » relève, concernant la délégation relative au recours à l'emprunt, que le montant maximal prévu est fixé à 5 M€. Il indique que, même si ce montant reprend celui retenu par la commune de Gex, la commune de Divonne-les-Bains peut faire un choix différent. Il rappelle que, dans les communes françaises, les montants généralement retenus se situent plutôt autour de 1,5 à 2 M€.
Il estime par ailleurs que la jurisprudence impose un encadrement du montant maximal de cette délégation et considère que le dispositif proposé n'est pas suffisamment encadré. Selon lui, cette disposition serait donc actuellement illégale.
Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle que, depuis plusieurs conseils municipaux, il relève selon lui différents problèmes de légalité. Il cite notamment, lors d'un premier conseil, la question de l'âge du doyen, puis, lors d'un conseil suivant, la présentation des commissions avec des vice-présidents annoncés par la majorité alors que ceux-ci doivent être élus par les commissions et qu'il n'existe pas de mandat impératif. Il fait référence à l'article 27 de la Constitution et à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, qu'il estime applicable non seulement au Parlement mais également aux assemblées communautaires et aux conseils municipaux.
Il considère qu'un nouveau problème de légalité se présente aujourd'hui dans le cadre de cette délibération.
Le groupe reconnaît que Monsieur le Maire peut bénéficier d'une délégation concernant le recours à l'emprunt, mais rappelle que le conseil municipal doit en fixer le montant maximal et que cette délégation doit être suffisamment encadrée conformément à la jurisprudence. Il estime que les conditions proposées ne permettent pas, en l'état, de considérer la délibération

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

comme légalement sécurisée et indique qu'il lui paraît impossible de [illegible] considère comme illégale.
Il rappelle avoir adressé une question écrite à Monsieur le Maire afin d'obtenir des précisions sur les modalités d'encadrement imposées par la jurisprudence et de permettre une mise en conformité du texte. Il constate toutefois qu'aucune modification n'a été apportée à la délibération.
Il demande donc si le conseil municipal doit une nouvelle fois voter une délibération qu'il considère comme illégale ou s'il est préférable de reporter cette délibération afin qu'un texte juridiquement sécurisé puisse être présenté lors d'un prochain conseil municipal.

Monsieur le Maire répond qu'il ne considère pas que la délibération présente une quelconque illégalité et indique ne pas partager l'analyse juridique du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains ».
Il précise que le fait d'autoriser le Maire à contracter un emprunt pouvant aller jusqu'à 5 M€ ne prive pas le conseil municipal de la possibilité d'être amené à se prononcer sur un emprunt. Il rappelle que certaines situations nécessitent en tout état de cause une délibération du conseil municipal.
Il indique toutefois ne pas avoir été confronté à cette situation au cours de son précédent mandat, la commune n'ayant pas eu besoin de recourir à l'emprunt durant cette période.
Monsieur le Maire précise néanmoins qu'il ne s'oppose pas à une diminution du seuil maximal, jusqu'à 1,5 M€. En revanche, il refuse que soit affirmé que la délibération est illégale, considérant qu'une telle affirmation serait inexacte et constituerait une présentation trompeuse de la situation auprès du conseil municipal et des personnes suivant la séance.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » ajoute que, dans le cadre de ce type de délibération, les conditions relatives aux taux fixes et aux taux variables doivent également être encadrées.
Il estime en effet que, dans la rédaction actuelle, cette délégation permettrait à Monsieur le Maire de contracter un emprunt sans qu'un contrôle *a priori* soit exercé sur les taux d'intérêt ou sur les durées d'emprunt.

Monsieur le Maire propose de modifier la délibération afin d'abaisser le seuil maximal de recours à l'emprunt de 5 M€ à 1,5 M€.
Il précise que le seuil initial de 5 M€ avait pour objectif de faciliter le fonctionnement de la collectivité en cas de besoin de recours à l'emprunt. Il rappelle par ailleurs que les éventuels recours à l'emprunt seront présentés dans le cadre de la prospective d'investissement et, le cas échéant, lors de la présentation du budget.
Monsieur le Maire rappelle également avoir indiqué durant sa campagne qu'un projet nécessiterait un financement faisant appel à l'emprunt. Il souligne ainsi que la question du recours à l'emprunt sera régulièrement abordée. Il ajoute que, même dans le cadre d'une délégation accordée au Maire pour un montant maximal de 1,5 M€, il propose de s'engager à soumettre également les emprunts à une délibération du conseil municipal, notamment lorsque certains organismes bancaires en font la demande.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée si elle souhaite modifier le point 2° de la délibération pour fixer le montant maximal des demandes d'emprunts à 1,5M€ au lieu de 5M€ :
Le conseil municipal décide, par 21 voix POUR,
et 8 voix CONTRE : L'ensemble des élus de la minorité présents
Le point 2° est donc modifié, les demandes d'emprunts validées par décision du Maire ne peuvent pas excéder 1,5M€.

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L. 2122-23 ;

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 8 voix CONTRE : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

ARTICLE 1 : D'ACCORDER à Monsieur le Maire, pour toute la durée de son mandat, les délégations :

1° Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° Fixer, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, soit 1 500 euros par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° Procéder, dans la limite de 1 500 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dans la limite de 90 000 euros hors taxes ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5%, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12° Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal soit dans la limite de 3 millions d'euros ;

16° Intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros ;

17° Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 15 000 euros par sinistre ;

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

18° Donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal soit deux millions d'euros maximum ;

21° Exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune soit dans la limite de 3 millions d'euros, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite de 5 000 000 euros ;

23° Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° Exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° Demander à tout organisme financeur, jusqu'à 150 000 euros, l'attribution de subventions ;

27° Procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° Ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;

30° Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal soit 200 euros, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

31° Autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal.

ARTICLE 2 : Annule et remplace la délibération n°DE_2026_49 du conseil municipal du 21 mars 2026.

ARTICLE 3 : En cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation seront prises par le premier adjoint au maire, puis en cas d'empêchement de ce dernier, par le second adjoint.

POINT N°4 RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CCID) - DÉSIGNATION DES MEMBRES

Monsieur le Maire rappelle que conformément au n°1 de l'article 1650 du Code général des impôts, une commission communale des impôts directs (CCID) est instituée dans chaque commune. La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Cette commission est composée :
- du Maire ou d'un adjoint délégué, membre de la commission ;
- 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants.

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional/départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de la commune.

Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, soit 32 proposés par délibération du conseil municipal.

Les conditions à remplir (pour les personnes proposées) pour être commissaires : être âgé de 18 ans au moins, être de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union européenne, jouir des droits civils, être inscrit aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisé avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Il sera demandé au Conseil municipal d'établir la liste des propositions des personnes appelées à siéger à la commission communales des impôts directs.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle la question qu'il avait posée par écrit. Il souhaite notamment savoir s'il est fait référence à une liste établie lors du précédent mandat ou à la liste actuelle, dans quelles conditions l'appel à candidatures a été ouvert, quelles personnes se sont manifestées et dans quel cadre le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » pouvait proposer des candidats. Monsieur le Maire a répondu qu'il s'agissait bien de la liste actuelle.

Monsieur le Maire explique que la liste actuelle reprend certains représentants qui siégeaient déjà au sein de la Commission communale des impôts directs (CCID) jusqu'à présent, auxquels ont été ajoutés de nouveaux noms.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » regrette d'être amené à voter sur une composition qui, selon lui, est déjà établie, alors qu'aucun appel à candidatures clair ne lui a permis de proposer des noms.
Il rappelle que le principe du contradictoire implique qu'une information précise soit portée à la connaissance de la population au moyen d'un appel à candidatures clairement formulé, mais également communiquée à l'ensemble des conseillers municipaux.
Il souligne par ailleurs que la réponse à sa question écrite lui ayant été transmise à 16h30, il ne lui était pas possible de préparer et de proposer des candidatures pour le conseil municipal prévu à 19h le même jour.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Le groupe souhaite que cette question puisse être de nouveau abordée dans le cadre des réunions consacrées à l'élaboration du nouveau règlement intérieur du conseil municipal.

Monsieur le Maire invite le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » à proposer des noms s'il en a, il n'y a pas de difficulté pour en ajouter.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle avoir reçu les réponses aux questions adressées par courriel cinq jours auparavant, le jour du conseil municipal, à 16h30, alors que la séance devait débuter à 19h.
Il précise ne pas contester la liste de noms proposée en elle-même, mais regrette de ne pas avoir été sollicité en amont afin de pouvoir proposer d'autres candidatures. Il relève que Monsieur le Maire ne lui propose cette possibilité qu'à présent.
Le groupe reconnaît qu'il ne s'agit pas d'un sujet particulièrement politique ni d'un enjeu majeur, mais indique souhaiter que le travail soit mené de manière collective.
Il demande donc que la délibération soit reportée au prochain conseil municipal afin de disposer du temps nécessaire pour formuler d'éventuelles propositions de noms.

Monsieur le Maire indique comprendre la demande du groupe. Il précise toutefois que les noms doivent être transmis avant le 1er juillet, ce qui justifie la présentation de cette délibération lors du présent conseil municipal.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle qu'il y a un autre conseil municipal le 5 juin.

Monsieur le Maire explique que la convocation du conseil municipal du 5 juin est déjà partie et rappelle donc que le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » peut proposer des noms.

- VU le Code général des impôts (CGI) et notamment au 1 de l'article 1650 ;
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renouveler la commission communale des impôts directs (CCID).

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 7 voix CONTRE : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Isabelle GROSFILLEY
et 1 ABSTENTION : Matthieu EYMERY

➢ **D'ÉTABLIR** la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la commission des impôts directs (CCID).

FINANCES

POINT N°5 BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Recettes	10 239 625,80	30 108 569,12	40 348 194,92
Dépenses	8 783 143,64	24 840 060,64	33 623 204,28
Résultat de l'exercice	**1 456 482,16**	**5 268 508,48**	**6 724 990,64**
Résultat antérieur reporté	6 084 991,19	1 228 666,02	7 313 657,21
Résultat de clôture	**7 541 473,35**	**6 497 174,50**	**14 038 647,85**

Restes à réaliser 2025	-7 910 974,00	0,00	-7 910 974,00

Monsieur le Maire précise qu'il s'agira d'une présentation et d'un débat sur l'ensemble des délibérations concernant le compte financier unique (CFU).

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle qu'une discussion a eu lieu en commission finances concernant la notion de « budget primitif ». Il indique avoir demandé une comparaison entre le budget primitif 2025 et le compte financier unique (CFU) 2025, qui clôture les comptes de l'exercice 2025. Selon lui, cet exercice est important car il permet notamment d'apprécier la manière dont la commune programme et réalise ses investissements au cours de l'année.
Concernant le budget primitif 2026, il souligne qu'il s'agit d'une année qui devrait être particulièrement active en matière d'investissements et relève que les restes à réaliser sont importants. Il considère que cela présente un aspect positif dans la mesure où cette situation permet notamment de contribuer au remboursement de la dette.
Il regrette toutefois que le budget primitif 2026 ne fasse pas apparaître de programmation suffisamment précise des investissements et que cette programmation soit encore moins lisible dans le budget pluriannuel.
Selon lui, ces documents devraient être réexaminés et adaptés au nouveau programme porté par Monsieur le Maire, afin de disposer d'une programmation des investissements à moyen et long terme.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » ajoute que, s'agissant plus généralement du suivi des enjeux comptables et financiers, il ne souhaite pas formuler davantage de commentaires, le compte financier unique présenté portant sur l'exercice 2025 et concernant donc principalement la précédente mandature, durant laquelle une partie des membres du groupe n'était pas encore élue.
Il précise ainsi que les six membres concernés s'abstiendront lors du vote.
Le groupe tient toutefois à remercier les services municipaux pour les échanges qui ont pu avoir lieu en commission et qui ont permis d'appréhender les différents sujets présentés.
Il souhaite pouvoir travailler de manière efficace en commission sur plusieurs enjeux, notamment le suivi de la comptabilité analytique des projets importants, la comparaison entre les montants prévisionnels et les montants effectivement réalisés, ainsi que, plus largement, le suivi financier des différents projets de la commune.
À mi-année, le groupe estime rester insuffisamment informé sur un certain nombre de décisions prises au cours de la précédente mandature. Il souhaite donc que la commission finances puisse renforcer son travail de suivi de l'ensemble des enjeux financiers liés aux différents projets de la commune.

Monsieur Marc LEBRUN indique avoir pris en compte les remarques formulées et inscrites au compte rendu. Il précise que les services ont d'ores et déjà pris certaines dispositions en conséquence.
Lorsque cela était possible, des éléments complémentaires ont été intégrés dans une première version du compte financier unique (CFU). Il précise toutefois que ce document constitue encore une première ébauche.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur le Maire indique qu'un travail sera engagé sur le plan pluriannuel d'investissement (PPI), afin de l'adapter au mandat en cours et d'y intégrer les nouveaux projets, permettant ainsi d'en préciser la programmation et l'organisation.
Il précise que ce PPI devrait être finalisé et pouvoir être communiqué d'ici l'automne prochain.
Il constituera également un outil permettant de présenter aux Divonnaises et aux Divonnais les projets que la commune prévoit de mettre en œuvre au cours des prochaines années.
Il ajoute que ce document sera travaillé en commission jusqu'à l'automne prochain.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » estime qu'attendre l'automne pour retravailler les projets prévus pour 2027 peut se comprendre. En revanche, il considère que ce délai est relativement tardif pour revoir le plan pluriannuel d'investissement (PPI), qui lui paraît par ailleurs assez éloigné des orientations actuelles de la commune.
Il estime donc important que le travail sur le PPI puisse débuter dès à présent avec l'ensemble des élus.

Monsieur le Maire ne participe pas au vote.

Madame Patricia LOTH propose de voter tous les comptes financiers (CFU) en une seule fois et demande s'il y a des oppositions à cette méthode. Aucune opposition n'ayant été exprimée,le passage au vote est annoncé.

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

- **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget principal de la commune.

POINT N°6 BUDGET ANNEXE CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATIONS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	449 752,73	1 657 124,24	2 106 876,97
Dépenses	307 760,07	1 513 063,77	1 820 823,84
Résultat de l'exercice	**141 992,66**	**144 060,47**	**286 053,13**
Résultat antérieur reporté	- 212 019,99	124 834,42	- 87 185,57
Résultat de clôture	**- 70 027,33**	**268 894,89**	**198 867,56**

Restes à réaliser 2025	- 23 375,00	0,00	- 23 375,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, qui précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte administratif avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe Centre Culturel et d'Animations.

POINT N°7 BUDGET ANNEXE BOIS ET FORÊTS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Recettes	20 726,00	104 740	
Dépenses	19 682,12	77 565,44	97 247,56
Résultat de l'exercice	**1 043,88**	**27 174,89**	**28 218,77**
Résultat antérieur reporté	- 2 154,70	85 247,54	83 092,84
Résultat de clôture	**- 1 110,82**	**112 422,43**	**111 311,61**

Restes à réaliser 2025	-21 806,00	0,00	-21 806,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte administratif avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe Bois et Forêts.

POINT N°8 BUDGET ANNEXE DES BAUX COMMERCIAUX ET CONCESSIONS - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	20 711,82	33 149,43	53 861,25
Dépenses	2 995,76	32 227,08	35 222,84
Résultat de l'exercice	**17 716,06**	**922,35**	**18 638,41**

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Résultat antérieur reporté	107 361,24	3 338,[illegible]	[illegible]
Résultat de clôture	**125 077,30**	**4 260,72**	**129 338,02**

Restes à réaliser 2025	- 735,00	0,00	- 735,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe Baux commerciaux et Concessions.

POINT N°9 BUDGET ANNEXE DES ACTIVITÉS DE LOISIRS EQUESTRES ET GOLF DE L'HIPPODROME - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	67 098,97	333 041,20	400 139,77
Dépenses	3 132,00	332 567,18	335 699,18
Résultat de l'exercice	**63 966,57**	**474,02**	**64 440,59**
Résultat antérieur reporté	19 075,70	1 451,49	20 527,19
Résultat de clôture	**83 042,27**	**1 925,51**	**84 967,78**

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Restes à réaliser 2025	- 7 165,00	0,00	- 7 165,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe des Activités de Loisirs Équestres et Golf de l'Hippodrome.

POINT N°10 BUDGET ANNEXE PISCINE / PLAGE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	289 280,66	1 056 145,14	1 345 425,80
Dépenses	260 793,95	1 008 180,20	1 268 974,15
Résultat de l'exercice	**28 486,71**	**47 964,94**	**76 451,65**
Résultat antérieur reporté	42 874,97	100 730,07	143 605,04
Résultat de clôture	**71 361,68**	**148 695,01**	**220 056,69**

Restes à réaliser 2025	- 112 903,00	0,00	- 112 903,00

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié p[illegible] finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte administratif avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe Piscine / Plage.

POINT N°11 BUDGET ANNEXE AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA GARE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la deuxième fois, sur ce document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	1 025 233,00	726 980,01	1 752 213,01
Dépenses	200 689,10	256 190,61	456 879,71
Résultat de l'exercice	**824 543,90**	**470 789,40**	**1 295 333,30**
Résultat antérieur reporté	- 831 769,02	48 405,23	- 783 363,79
Résultat de clôture	**- 7 225,12**	**519 194,63**	**511 969,51**

Restes à réaliser 2025	- 469 458,00	0,00	- 469 458,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget annexe Aménagement du quartier de la Gare.

POINT N°12 BUDGET ANNEXE AQUALIENNE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la première fois, sur ce nouveau document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	0,00	63 285,69	63 285,69
Dépenses	2 770,00	24 147,21	26 917,21
Résultat de l'exercice	**-2 770,00**	**39 138,48**	**36 368,48**
Résultat antérieur reporté	0,00	0,00	0,00
Résultat de clôture	**- 2 770,00**	**39 138,48**	**36 368,48**

Restes à réaliser 2025	- 1 850,00	0,00	- 1 850,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est pl[illegible] en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;
- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget « Aqualienne ».

POINT N°13 BUDGET ANNEXE ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) est un document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le Conseil municipal est donc amené à délibérer, pour la première fois, sur ce nouveau document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	RÉSULTAT GLOBAL
Recettes	0,00	26 844,30	26 844,30
Dépenses	0,00	1 439,15	1 439,15
Résultat de l'exercice	**0,00**	**25 405,15**	**25 405,15**
Résultat antérieur reporté	0,00	0,00	0,00
Résultat de clôture	**0,00**	**25 405,15**	**25 405,15**

Restes à réaliser 2025	0,00	0,00	0,00

- VU l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;
- CONSIDÉRANT l'obligation d'approuver le compte financier unique avant le 30 juin 2026 ;

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- CONSIDÉRANT que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a qu[illegible] municipal a siégé sous la présidence de Madame Patricia LOTH, première adjointe.

Ne participe(nt) pas au vote : Vincent SCATTOLIN

Le conseil municipal décide, par 23 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour les comptes de l'exercice 2025 du budget Énergie photovoltaïque.

POINT N°14 BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit affecter aujourd'hui le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **6 497 174,50€**.

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Restes à réaliser de dépenses	9 351 639,00€
Total dépenses	**9 351 639,00€**
- Restes à réaliser de recettes	1 440 665,00€
- Excédent d'investissement	7 541 473,35€
Total recettes	**8 982 138,35€**
Besoin de financement	**369 500,65€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 369 500,65€, il est proposé d'affecter :

- 5 000 000,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement ;
- 1 497 174,50€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter les résultats de l'exercice 2025 du budget principal.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 20[illegible] de la manière suivante :
- 5 000 000,00€ au compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
- 1 497 174,50€ au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°15 BUDGET ANNEXE DU CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATIONS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **268 894,89€**.

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Déficit d'investissement	70 027,33€
- Reste à réaliser de dépenses	32 959,00€
Total dépenses	**102 986,33€**
- Reste à réaliser de recettes	9 584,00€
Total recettes	**9 584,00€**
Besoin de financement	**93 402,33€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 93 402,33€, il est proposé d'affecter :
- 194 000,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement ;
- 74 894,89€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe du Centre Culturel et d'Animations.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 268 894,89€ de la manière suivante :
- 194 000,00€ au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
- 74 894,89€ au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°16 BUDGET ANNEXE DES BOIS ET FORÊTS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **112 422,43€**.

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Déficit d'investissement	1 110,82€
- Restes à réaliser de dépenses	25 528,00€
Total dépenses	**26 638,82€**
- Restes à réaliser de recettes	3 722,00€
Total recettes	**3 722,00€**
Besoin de financement	**22 916,82€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 22 916,82€, il est proposé d'affecter :
- 50 000,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement ;
- 62 422,43€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe des Bois et Forêts.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

- **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 112 422,43€ de la manière suivante :
  - 50 000,00€ au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
  - 62 422,43€ au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°17 BUDGET ANNEXE DES BAUX COMMERCIAUX ET CONCESSIONS - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **4 260,72€**.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Restes à réaliser de dépenses	735,00€
Total dépenses	**735,00€**
- Excédent d'investissement 2025	125 077,30€
Total recettes	**125 077,30€**
Excédent de financement	**124 342,30€**

La section d'investissement dégage un excédent de financement de 124 342,30€, il est proposé de reprendre la totalité du résultat de fonctionnement soit 4 260,72€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe Baux commerciaux et Concessions.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 4 260,72€ au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°18 BUDGET ANNEXE ACTIVITÉS DE LOISIRS EQUESTRES ET GOLF DE L'HIPPODROME - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **1 925,51€.**

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Restes à réaliser de dépenses	7 165,00€
Total dépenses	**7 165,00€**
- Excédent d'investissement	83 042,27€
Total recettes	**83 042,27€**
Excédent de financement	**75 877,27€**

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

La section d'investissement dégage un excédent de financement de [illegible] de reprendre la totalité du résultat de fonctionnement soit 1 925,51€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe des Activités de Loisirs équestres et golf de l'hippodrome.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 1 925,51€ au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°19 BUDGET ANNEXE PISCINE / PLAGE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **148 695,01€.**

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Restes à réaliser de dépenses	132 703,00€
Total dépenses	**132 703,00€**
- Excédent d'investissement	71 361,68€
- Reste à réaliser de recettes	19 800,00€
Total recettes	**91 161,68€**
Besoin de financement	**41 541,32€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 41 541,32€, il est proposé d'affecter :
• 140 000,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement ;
• 8 695,01€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe Piscine/Plage.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 148 695,01€ de la manière suivante :
- 140 000,00€ au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
- 8 695,01€ au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°20 BUDGET ANNEXE AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA GARE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **519 194,63€**.

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Déficit d'investissement	7 225,12€
- Restes à réaliser de dépenses	469 458,00€
Total dépenses	**476 683,12€**
Besoin de financement	**476 683,12€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 476 683,12€, il est proposé d'affecter :
• 480 000,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement ;
• 39 194,63€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget annexe Aménagement du Quartier de la Gare.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 519 194,63€ de la manière suivante :
- 480 000,00€ au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
- 39 194,63€ au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°21 BUDGET ANNEXE AQUALIENNE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **39 138,48€**.

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Il convient donc de déterminer le montant du besoin de financement de la section d'investissement :

- Déficit d'investissement	2 770,00€
- Restes à réaliser de dépenses	1 850,00€
Total dépenses	**4 620,00€**
Besoin de financement	**4 620,00€**

Compte tenu du fait que la section d'investissement dégage un besoin de financement de 4 620,00€, il est proposé d'affecter :
- 4 620,00€ du résultat de fonctionnement en section d'investissement.
- 34 518,48€ en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget Aqualienne.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

➢ **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 39 138,48€ de la manière suivante :
- 4 620,00€ au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » en section d'investissement ;
- 34 518,48€ au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°22 BUDGET ANNEXE ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT EXERCICE 2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice précédent

Le conseil municipal doit donc affecter le résultat excédentaire de la section de fonctionnement apparaissant au compte financier unique de l'exercice 2025 et s'élevant à la somme de **25 405,15€**.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Il est à préciser que l'affectation de cette somme doit tenir compte [illegible] de la section d'investissement. Ce besoin de financement correspond au déficit ou à l'excédent d'investissement pondéré par les restes à réaliser de dépenses et de recettes.

Comme aucune dépense ni recette n'a été constatée, il n'y a pas lieu d'affecter de somme en section d'investissement,

La section d'investissement ne nécessite pas de financement. Il est donc proposé de reprendre la totalité du résultat de fonctionnement, soit **25 405,15€**, en section de fonctionnement sur l'exercice 2026.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT la nécessité d'affecter le résultat de l'exercice 2025 du Budget Énergie photovoltaïque.

Le conseil municipal décide, par 24 voix POUR,
et 2 voix CONTRE : Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY
et 6 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE

- **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 soit 25 405,15€ de la manière suivante au compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement.

POINT N°23 DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - DEMANDES DE SUBVENTION POUR LE PROJET "AGRANDISSEMENT DU CIMETIÈRE"

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), créée en 2016, permet d'accompagner les collectivités territoriales dans la réalisation de leurs projets d'investissement. Ce dispositif est reconduit pour l'année 2026.

L'appel à projets DSIL est actuellement ouvert et les dossiers de candidature doivent être déposés au fil de l'eau, exclusivement par voie dématérialisée, via la plateforme « démarches numériques » accessible sur le site internet des services de l'État.

Dans ce cadre, la commune souhaite déposer un dossier et solliciter une subvention pour l'opération suivante :

Agrandissement du cimetière :
Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 175 000,00€ HT.
Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Sources	Libellé	Montant HT	Taux
Fonds propres	Autofinancement	105 000	60%
Emprunts			
Sous-total Autofinancement		105 000	60%
Etat DETR ou DSIL	DSIL	35 000	20%
Etat - Autre			
Conseil régional			
Conseil départemental		35 000	20%
Sous-total subventions publiques		70 000	40%

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

TOTAL HT		175 000	100%

Chaque dossier présenté doit être accompagné d'une délibération du Conseil municipal approuvant le plan de financement prévisionnel.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle que ce dossier a été examiné en commission finances. Il souhaite toutefois soulever un point d'attention concernant l'engagement de ce type de subvention pour la commune, dans la mesure où celles-ci peuvent avoir des conséquences financières pour la collectivité. Il s'interroge ainsi sur le niveau d'information dont dispose le groupe concernant les projets concernés.
S'agissant du projet relatif au cimetière, il estime que les explications apportées sont suffisamment claires, notamment concernant un processus encadré par des obligations légales. Le groupe est donc favorable à ce projet.
En revanche, concernant l'autre projet, il estime ne pas disposer de suffisamment d'informations, même si celui-ci avait déjà été validé lors de la précédente mandature.
Le groupe souhaite notamment connaître le niveau d'engagement de la commune lié à cette demande de subvention. Il relève qu'en cas de refus, la commune s'engage à « prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions ». Il considère ainsi que la commune assume un risque comptable et financier lorsqu'elle accepte ce type de disposition.
Selon le groupe, le vote de la délibération revient donc indirectement à valider l'enveloppe budgétaire du projet. Il souhaite par conséquent disposer des éléments nécessaires pour comprendre précisément le dossier et le niveau d'engagement de la commune.
Le groupe demande donc que les deux sujets fassent l'objet de deux votes distincts.

Monsieur le Maire explique que les projets sont travaillés en commission et qu'ils sont déjà à un stade avancé.
Concernant le projet relatif au cimetière, il rappelle que le sujet a déjà été évoqué lors du précédent conseil municipal afin de permettre le dépôt d'un dossier auprès de l'État et d'engager une enquête publique.
Il indique qu'un travail est actuellement mené avec les services de la ville concernant les enjeux d'aménagement, notamment en matière de voirie, prévus pour l'année 2026 et inscrits dans une enveloppe budgétaire de 1,2 M€. Il précise que ce projet a commencé à être travaillé techniquement dès la fin de l'année 2025 et qu'il continue à être approfondi. Il fera l'objet d'une présentation en commission Cadre de vie.
Monsieur le Maire rappelle que les délais pour déposer les demandes de subvention sont relativement courts. Le projet est actuellement estimé à 400 K€ et doit être financé dans le cadre d'une enveloppe déjà prévue au budget. Il précise toutefois que le montant du projet est susceptible d'évoluer en fonction des ajustements qui seront apportés au projet, et que la demande de subvention pourra également être réévaluée en conséquence.
Il précise enfin que ce projet sera prochainement présenté en commission, ainsi que d'autres projets, afin de permettre une meilleure information de l'ensemble des élus sur les projets en cours.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » remet en question la dernière phrase de la délibération, qui prévoit que, si la commune n'obtient pas les subventions sollicitées, elle s'engage à financer le projet.
Il considère que le fait de voter la demande de subvention revient ainsi à accepter, par anticipation, de financer intégralement le projet dans l'hypothèse où les subventions ne seraient pas obtenues. Il qualifie cette disposition de « chèque en blanc ».
Le groupe insiste sur la responsabilité des élus dans la gestion des deniers publics et indique ne pas être favorable au vote d'un engagement financier dont le montant reste incertain.

Monsieur le Maire explique que les projets concernés sont déjà inscrits au budget et prévus en autofinancement par la commune, conformément à ce qui a été voté lors du précédent conseil municipal.
Il précise que les demandes de subvention permettront de dégager des montants non négligeables pour ces deux projets. Les sommes ainsi économisées pourront être réaffectées à

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

d'autres projets de voirie, notamment ceux qui pourraient être lan
compléter l'enveloppe de 1,2 M€ consacrée chaque année aux travaux de voirie.
Monsieur le Maire indique enfin ne voir aucune difficulté à procéder à deux votes distincts et, par conséquent, à présenter deux délibérations séparées.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » demande que des explications plus précises soient apportées sur les projets concernés ainsi que sur leur état d'avancement.
Il rappelle que le projet relatif au cimetière a été voté car il a été considéré comme primordial et potentiellement obligatoire. La question de son financement ne se posait donc pas dans les mêmes termes.
Le groupe souhaite ainsi distinguer ce projet des travaux de voirie, estimant que les informations concernant ces derniers ne sont pas suffisamment claires. Il relève que Monsieur le Maire a indiqué dans un premier temps que la décision relative au projet de voirie avait été prise lors de la précédente mandature, avant de préciser qu'il était encore en train d'examiner la priorisation des travaux de voirie pour l'affectation de l'enveloppe annuelle de 1,2 M€.
Le groupe souhaite donc mieux comprendre les priorités retenues ainsi que les modalités de financement des différents projets afin de pouvoir se prononcer en connaissance de cause.

Monsieur le Maire constate que, lors du précédent conseil municipal, le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » s'était abstenu sur la délibération relative au cimetière, comme cela est indiqué dans le procès-verbal.
Il accepte néanmoins de séparer les deux sujets et annonce qu'un premier vote portera sur le plan de financement du projet du cimetière ainsi que sur les demandes de subvention.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT que le dossier présenté est éligible à la dotation de soutien à l'investissement local de la Préfecture de l'Ain.

Le conseil municipal décide, par 32 voix POUR,
et 1 voix CONTRE : Marine BON

- **D'ADOPTER** les modalités de financement de l'opération mentionnée ci-dessus.
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter la subvention au titre de la DSIL ainsi que tout autre aide financière auprès d'autres organismes financeurs.
- **DE S'ENGAGER** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre de la subvention.

POINT N°24 DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - DEMANDES DE SUBVENTION POUR LE PROJET "AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR DU TEMPLE"

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), créée en 2016, permet d'accompagner les collectivités territoriales dans la réalisation de leurs projets d'investissement. Ce dispositif est reconduit pour l'année 2026.

L'appel à projets DSIL est actuellement ouvert et les dossiers de candidature doivent être déposés au fil de l'eau, exclusivement par voie dématérialisée, via la plateforme « démarches numériques » accessible sur le site internet des services de l'État.

Dans ce cadre, la commune souhaite déposer un dossier et solliciter une subvention pour l'opération suivante :

Aménagement du carrefour du Temple :
Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 400 000,00€ HT.
Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Sources	Libellé	Montant HT	Taux
Fonds propres	Autofinancement	240 000	60%
Emprunts			
Sous-total Autofinancement		240 000	60%
Etat DETR ou DSIL	DSIL	80 000	20%
Etat - Autre			
Conseil régional			
Conseil départemental		80 000	20%
Sous-total subventions publiques		160 000	40%
TOTAL HT		400 000	100%

Chaque dossier présenté doit être accompagné d'une délibération du Conseil municipal approuvant le plan de financement prévisionnel.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT que le dossier présenté est éligible à la dotation de soutien à l'investissement local de la Préfecture de l'Ain.

Le conseil municipal décide, par 26 voix POUR,
et 5 voix CONTRE : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED
et 2 ABSTENTIONS : Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY

- **D'ADOPTER** les modalités de financement de l'opération mentionnée ci-dessus.
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter la subvention au titre de la DSIL ainsi que tout autre aide financière auprès d'autres organismes financeurs.
- **DE S'ENGAGER** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions.

POINT N°25 CONSTRUCTION DE DEUX COURTS DE TENNIS COUVERTS ET DE QUATRE TERRAINS DE PADEL SEMI-COUVERTS - DEMANDES DE SUBVENTION AUPRÈS DE DIVERS ORGANISMES

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la commune souhaite développer son offre d'équipements sportifs au sein du site du Tennis Club de Divonne-les-Bains par la construction de deux courts de tennis couverts et de quatre terrains de padel semi-couverts.

Ce projet répond au développement de la pratique sportive sur le territoire, aux besoins des associations locales, à l'attractivité sportive de la commune et aux objectifs de développement des nouvelles pratiques sportives.

A ce jour, le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 3 403 000,00€ HT, décomposé comme suit :
- 2 courts tennis couverts : 2 264 000,00€ HT,
- 4 terrains de padel semi-couverts : 1 030 000,00€ HT,
- Surfaces annexes : 44 000,00€ HT,
- Provision pour fondations profondes : 65 000,00€ HT.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

A ce coût prévisionnel, s'ajoutera une mission de maîtrise d'œuvre [illegible] des travaux HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses			Recettes		
Détail postes de dépenses	Montant € HT	%	Financements	Montant € HT	%
Maîtrise d'œuvre	323 285	9,5%	Autofinancement	808 828	21,71%
Travaux	3 403 000	90,5%	Participation Tennis Club de Divonne (Tous financements confondus)	768 000	20,61%
			Région	745 257	20%
			Fédération Française Tennis	100 000	2,68%
			Agence nationale du sport	186 314	5%
			État - DSIL	558 943	15%
			Département de l'Ain	558 943	15%
Total	**3 726 285**	**100%**	**Total**	**3 726 285**	**100%**

Afin de permettre le dépôt des dossiers de demande de subventions auprès des différents organismes financeurs, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le plan de financement prévisionnel de l'opération, et d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions correspondantes.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » rappelle que ce sujet a été abordé pendant la campagne électorale et indique être favorable au principe général de ce projet. Il souligne que le Tennis Club sollicite la commune depuis une dizaine d'années pour la création de terrains de tennis, puis de terrains de padel. Il rappelle qu'il s'agissait d'engagements pris lors de la précédente campagne électorale, qui n'ont pas été concrétisés au cours du mandat.
Le groupe souhaite pouvoir travailler avec la majorité afin de faire avancer ce projet plus rapidement, tout en veillant au bon usage de l'argent public.
Il estime que si le Tennis Club est devenu un club d'une telle importance, c'est notamment en raison du manque d'offres sportives alternatives. Selon lui, il est souhaitable d'investir également dans d'autres associations afin de diversifier l'offre sportive. Il considère qu'il est pertinent de développer le Tennis Club, mais qu'il convient également de porter une attention particulière au budget.
Il rappelle que le budget de 3,4M€ a été présenté, comprenant deux terrains couverts et quatre terrains de padel semi-couverts. Il indique avoir évoqué ce montant avec différents interlocuteurs, qui se sont montrés surpris par son niveau particulièrement élevé. Selon lui, il est aisé de trouver des projets comparables de terrains de padel semi-couverts pour un coût environ deux fois inférieur.
Il reconnaît qu'il existe peut être une explication rationnelle à ce montant, mais regrette qu'elle n'ait jamais été présentée ni discutée. Il précise que le projet a été présenté en commission patrimoine bâti, sans toutefois faire l'objet d'échanges, ce qui n'a pas permis à son groupe d'apporter sa contribution au projet.
Il regrette que le groupe majoritaire s'inquiète d'une augmentation de 20K€ du budget consacré à l'allocation scolaire, tout en ne s'interrogeant pas sur un projet de 3,4M€, qu'il qualifie de très luxueux au regard de son coût. Il rappelle également que les assistants à maîtrise d'ouvrage et les maîtres d'œuvre sont rémunérés en pourcentage du montant des travaux, ce qui, selon lui, peut créer une forme de conflit d'intérêts. Il ajoute que toute réduction du coût du projet profiterait à la collectivité, en permettant notamment de financer la rénovation du terrain de football ou la réhabilitation de la piste d'athlétisme.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Sur la méthode, il indique qu'un projet leur a été présenté en comm
été examiné en commission patrimoine bâti. Il précise que le document présenté comportait deux hypothèses de financement, dont l'une prévoyait une participation de la commune à hauteur de 1,8M€, correspondant à l'engagement figurant dans le programme de campagne du maire. Il relève toutefois que cette hypothèse n'est pas celle qui est soumise au vote. Il souhaite obtenir des explications à ce sujet et aurait souhaité qu'un véritable échange puisse avoir lieu en commission finances.
Il regrette le manque de temps consacré à la présentation du projet en commission patrimoine bâti ou en commission cadre de vie, alors qu'une heure a été consacrée à la commission associations sans que ce projet ne soit évoqué, alors même que le Tennis Club est une association. Selon lui, cette situation pose question dans la mesure où, au-delà des subventions accordées, la commune investit des montants importants dans les infrastructures du Tennis Club, ce qui constitue une contribution significative à son fonctionnement. Il espère qu'il sera possible de revenir sur ce sujet lors d'une prochaine commission.
Pour finir, il indique avoir essayé d'obtenir des informations auprès du gérant du Tennis Club. Celui-ci lui aurait répondu que la mairie avait demandé une stricte confidentialité sur l'ensemble des chiffres en discussion.
Il trouve cette situation regrettable, rappelant qu'il n'agit pas dans le cadre d'une campagne électorale, mais en tant que conseiller municipal. Il demande donc au groupe majoritaire de faire preuve d'une transparence constructive, notamment en commission, afin de permettre un véritable échange. Il estime qu'il serait préférable d'éviter de créer un climat où les associations sont invitées à ne pas discuter ni communiquer les chiffres relatifs à des éléments structurants. Il juge enfin qu'il serait regrettable qu'un conseiller municipal soit contraint de souscrire à une adhésion à une association divonnaise afin de pouvoir assister à son bureau et obtenir des informations pourtant élémentaires sur des montants d'investissement substantiels.

Monsieur Stan VESEL explique, s'agissant du budget, qu'un projet immobilier comporte généralement une dizaine d'étapes. Concernant le Tennis Club de Divonne-les-Bains, la commune en est à la première étape, celle de l'élaboration du programme. Quatre à cinq étapes seront ensuite nécessaires avant le dépôt du permis de construire, puis trois à quatre étapes supplémentaires jusqu'à la livraison du bâtiment.
Il souligne que le débat porte actuellement sur une enveloppe budgétaire au stade du programme, alors que le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » parle d'un prix final. Il Il précise que le vote porte sur une estimation initiale, qui sera affinée à chaque étape de l'opération. Il ajoute qu'un travail sera notamment mené en commission patrimoine bâti afin d'ajuster cette enveloppe et que ces différents sujets reviendront en conseil municipal au fur et à mesure de l'avancement du projet.
Il précise ainsi que le montant de 3,4M€ prévu pour l'opération, ainsi que celui de 323K€ correspondant à la maîtrise d'œuvre, ne constituent pas le coût final du projet.

Monsieur le Maire rappelle que le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » se dit favorable à ce projet qu'il a lui-même défendu durant la campagne électorale. Toutefois, Monsieur le Maire a trouvé le projet de tennis mais pas découvert dans le programme.
Concernant la forme, Monsieur le Maire indique avoir participé à l'ensemble des comités de pilotage et ne pas se souvenir avoir demandé au président du Tennis Club, ni aux représentants de l'association, de ne pas communiquer les éléments produits par l'assistant à maîtrise d'ouvrage. Au contraire, il lui semble que ces informations ont été partagées au sein de l'association, notamment dans le cadre d'une commission dédiée aux travaux ou aux finances. Il ajoute que, si une telle consigne a effectivement été donnée, il souhaite qu'elle puisse être établie. Il indique qu'il prendra contact avec le président du Tennis Club afin de lui demander à quel moment il lui aurait demandé de ne pas communiquer ces informations.
S'agissant de la méthode, il estime que le travail collectif repose sur une relation de confiance, qui fait aujourd'hui défaut au regard des échanges intervenus durant la campagne électorale. Il souligne toutefois que l'ensemble des conseillers municipaux, de la majorité comme de la minorité, travaillent ensemble au sein des commissions. Il rappelle que plusieurs sujets y sont présentés avec transparence par les adjoints en charge des dossiers et précise qu'il a donné cette consigne à l'ensemble des présidents et vice-présidents de commission. Selon lui, cette

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

démarche doit permettre de partager les informations avec tou[illegible] comme de la minorité, chacun ayant été élu pour porter des projets au service des divonnais.
Il conclut en indiquant que son objectif est de mener à bien les projets pour lesquels l'équipe municipale est élue.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » indique avoir participé à la commission patrimoine bâti et avoir été surpris, lors de la dernière séance, par le plan de financement présenté. Il rappelle que celui-ci comportait deux hypothèses de financement, prévoyant dans les deux cas une participation de la ville à hauteur de 1,8M€. La participation du Tennis Club s'élevait quant à elle à 822K€, voire à 1,5M€ dans l'hypothèse où le financement de la Région ne serait pas obtenu.
Il relève que le plan de financement figurant dans la délibération est différent. Celui-ci prévoit une participation de la ville à hauteur de 808K€ ainsi que plusieurs demandes de subventions, auxquelles le groupe indique être favorable. En revanche, il souligne que, si ces subventions n'étaient pas obtenues, la participation financière de la ville serait beaucoup plus importante, passant de 808K€ à 3M€, ce qui modifie sensiblement la portée de l'engagement financier.
Il rappelle enfin que le vote de la délibération vise certes à approuver le principe du projet et à autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions, mais qu'il revient également, selon lui, à accepter que, si ces financements ne sont pas accordés, la commune prenne en charge la différence. Il estime ainsi que l'engagement financier de la ville n'est pas de même nature que celui présenté dans le plan de financement initial.

Monsieur le Maire explique que, si la ville n'obtient pas l'ensemble des financements sollicités, la question du programme dans son ensemble, ainsi que celle du projet, sera de nouveau soumise en conseil municipal.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » indique être favorable à la création de nouveaux courts de tennis et de padel. Il précise être également favorable aux demandes de subventions. A ce titre, il demande que la délibération soit scindée en deux parties.
Il propose, dans un premier temps, de voter les dispositions consistant à adopter les modalités de financement de l'opération, à approuver le plan de financement prévisionnel et à autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions.
Dans un second temps, il souhaite que soit examinée séparément la question de l'engagement de la commune à financer par autofinancement la part qui ne serait pas couverte par les subventions. Il souligne qu'en l'absence de ces financements, la participation de la commune passerait de 808K€ à 2,7M€, soit près d'un tiers du budget annuel d'investissement. Il demande également que l'autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer tous les documents relatifs à cette opération fasse l'objet d'un vote distinct.
Il indique qu'en l'état, si les financements ne sont pas obtenus, c'est la commune qui supportera la différence. Il précise qu'il ne souhaite donc pas approuver cette disposition, qu'il qualifie de « chèque en blanc », ni autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à l'opération.
Il relève par ailleurs que le Journal de la Ville de Divonne (JVD) indique : « Pour répondre à la saturation des équipements actuels, la municipalité et le Tennis Club lancent un grand plan de développement de 3,4M€. » Il observe que l'article ne mentionne pas une réflexion en cours ou un projet à l'étude, mais présente celui-ci comme étant déjà lancé, avec un budget arrêté. Il souligne que cet article a été publié avant même le vote du conseil municipal.
Il s'interroge dès lors sur le rôle des élus dans ce processus et estime qu'il n'est pas normal que des décisions qui n'ont pas encore été votées soient présentées comme acquises dans le JVD. Selon lui, les citoyens sont ainsi informés avant les élus des décisions qui seront prises, alors même que celles-ci n'ont pas encore été adoptées. Il considère que cette situation pose des difficultés en matière de fonctionnement démocratique et de respect du principe du contradictoire, dans la mesure où le projet est déjà annoncé publiquement avant que le conseil municipal ne se prononce.
Il renouvelle en conséquence sa demande de scinder la délibération en deux parties : une première portant sur le principe du projet, le plan de financement prévisionnel et les demandes de subventions, afin de permettre la poursuite de la réflexion et des démarches de financement, puis une seconde, à examiner une fois les résultats des demandes de subventions connus, concernant le montant définitif des travaux et l'engagement financier de

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

la commune. Il estime qu'il conviendra alors de déterminer si la commune est prête à financer 2,7M€ sur ses fonds propres ou s'il sera nécessaire de revoir l'ampleur du projet.

Monsieur le Maire rappelle que le projet est conçu en deux phases, notamment afin de tenir compte des résultats des demandes de subventions. Il indique ne voir aucune difficulté à modifier la délibération, son objectif étant avant tout d'autoriser le lancement des démarches de recherche de financements.
Concernant l'article paru dans le magazine municipal, il précise que le fait d'annoncer le lancement d'un projet de tennis ne signifie pas que l'ensemble des financements est acquis. Il souligne qu'il n'y est indiqué ni qu'un budget a été adopté, ni qu'une délibération a été votée par le conseil municipal à une date donnée. Selon lui, l'article se borne à indiquer que la Ville et le Tennis Club lancent un projet de terrains de tennis.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » fait toutefois remarquer que c'est ainsi que les lecteurs sont susceptibles de l'interpréter.

Monsieur le Maire répond que les mots ont un sens.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » en convient.

Monsieur le Maire rappelle enfin que l'article ne fait état ni d'un vote de la délibération, ni de l'adoption d'un budget.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » rappelle que l'emploi du présent de l'indicatif renvoie à une action présentée comme acquise. Selon lui, si tel n'est pas le cas, il conviendrait d'utiliser le futur ou le conditionnel.

Monsieur Stan VESEL rappelle avoir présenté en commission l'hypothèse selon laquelle le Tennis Club pourrait se substituer au financement de la Région si la commune n'obtenait pas la subvention correspondante. Il précise toutefois qu'il avait été clairement indiqué en commission que le Tennis Club n'était pas en mesure d'assurer ce financement.
Il explique également que, dans le cadre du travail réalisé par le programmiste, le futur marché de maîtrise d'œuvre comprendra une tranche ferme pour les terrains de padel et une tranche conditionnelle pour le terrain de tennis couvert. Il indique qu'au cours des différentes phases du projet, jusqu'au permis de construire, notamment lors des stades d'avant-projet sommaire puis d'avant-projet définitif, la commune disposera des réponses concernant les demandes de subventions. Il souligne qu'il n'est pas possible, au stade actuel du programme, d'obtenir dès à présent les décisions de la Région, de la Fédération française de tennis ou de l'Agence nationale du sport.
Il indique qu'en conséquence, la question de la poursuite du projet en l'absence de certaines subventions sera bien posée et soumise au vote du conseil municipal, mais à un stade ultérieur de l'opération et non au stade du programme. Il ajoute que les organismes publics ne se prononcent pas à ce niveau d'avancement d'un projet.
Il précise enfin que la délibération soumise au vote vise uniquement à autoriser la recherche de subventions. Lorsque le projet aura progressé, avec la réalisation de l'esquisse, puis des avant-projets sommaire et définitif, et que les réponses des différents financeurs auront été reçues, un travail sera conduit en commission afin de déterminer si la commune réalise également le terrain de tennis couvert ou si le projet est limité aux terrains de padel. Il estime que ce débat est prématuré au stade actuel du programme et qu'il devra intervenir lors des phases d'avant-projet sommaire ou définitif.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » rappelle que le principal enjeu porte sur l'engagement global de la commune ainsi que sur l'implication de son groupe dans les différentes phases du projet dès à présent. Il indique qu'au mois d'août 2025, un conseiller municipal est entré au conseil municipal avec pour objectif de défendre ce projet jusqu'à la fin du mandat, ce qui a conduit à de nombreux échanges sur ce sujet.
Il regrette que son groupe ne puisse pas disposer de l'ensemble des informations, estimant que certaines sont communiquées de manière partielle selon les instances. Il réaffirme sa volonté de pouvoir travailler de manière collective avec la majorité.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Il indique comprendre que le dossier soit suivi en commiss[illegible] souhaiterait qu'il soit également inscrit à l'ordre du jour de la commission associations. Il observe que cette dernière est désormais essentiellement consacrée aux questions sportives, puis à l'attribution des subventions de fonctionnement, alors qu'il considère ce projet comme un sujet structurant qui mérite un débat spécifique.
Il regrette également que Monsieur le Maire formule, selon lui, des remarques sur les positions de vote de certains membres du groupe minoritaire, laissant entendre une forme d'incohérence dans leurs prises de position. Il précise que, concernant le Tennis Club, l'ensemble des propositions défendues par son groupe ne figurait pas nécessairement dans son programme électoral et estime qu'il en est probablement de même pour les projets portés par Monsieur le Maire.
Évoquant le manque de confiance mentionné par Monsieur le Maire, il indique que son groupe serait disposé à avoir une discussion franche et ouverte avec l'ensemble des adjoints afin de comprendre les raisons de cette perception. Il affirme que son groupe est en mesure d'assumer et d'expliquer l'ensemble des propos tenus durant la campagne électorale. Il ajoute qu'il n'a pas eu recours à des rumeurs ou à des démarches indirectes, notamment par l'intermédiaire des enfants dans les écoles ou auprès de responsables d'établissements, et indique que ce type de pratique ne correspond pas à son approche. Il conclut que, si un manque de confiance existe réellement, son groupe est tout à fait disposé à en discuter.
Il indique enfin ne pas accepter que l'accès aux informations puisse être limité en raison d'un supposé manque de confiance.

Monsieur le Maire répond que ce n'est pas le sens de ses propos et demande à ne pas les déformer.
Il indique par ailleurs être favorable à la proposition formulée par le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains ». En conséquence, la mention prévoyant l'engagement de la commune à prendre en charge les montants qui ne seraient pas couverts par les subventions est retirée de la délibération et ne sera pas soumise au vote.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT que le projet de construction de deux courts de tennis couverts et de quatre terrains de padel semi-couverts est éligible à divers dispositifs de financement proposés par différents organismes financeurs.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ADOPTER** les modalités de financement de l'opération.
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès :
  * de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

  * de la Préfecture de l'Ain au titre de la DSIL ;

  * du Département de l'Ain ;

  * de l'Agence nationale du sport ;

  * de la Fédération Française de Tennis ;

  * et de tout autre organisme susceptible d'accompagner financièrement le projet.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération.

POINT N°26 EXTENSION DU DISPOSITIF DE VIDÉOPROTECTION - PHASE 2 - DEMANDE DE SUBVENTION RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que dans le cadre de sa politique visant à la protection des personnes et des biens, la commune a procédé, de 2024 à 2025, à la phase 1 de l'extension du dispositif de vidéoprotection, afin de le moderniser par le déploiement de nouveaux points de vidéoprotection sur l'ensemble du territoire communal.

Aujourd'hui, il convient de poursuivre cette démarche et d'engager la phase 2 de ce projet par l'installation de 19 nouveaux points de vidéoprotection, soit 25 caméras supplémentaires.

Dans cette perspective, la Région Auvergne-Rhône-Alpes accompagne les collectivités territoriales dans le financement des systèmes de vidéoprotection.

De ce fait, la commune a déposé un dossier de demande de subvention le 2 avril 2026, par voie dématérialisée sur la plate forme prévue à cet effet.

A l'appui de cette demande, une décision du maire 2026_093, approuvant le projet d'extension du dispositif de vidéoprotection et sollicitant une subvention auprès de la Région a été transmise.

Toutefois, les services instructeurs de la Région ont estimé que cette décision est insuffisante et sollicitent l'adoption d'une délibération formelle par la nouvelle équipe municipale.

Dans ce contexte, il convient de préciser le coût prévisionnel de l'opération ainsi que son plan de financement.

Le coût estimatif de cette phase 2 s'élève à 167 000,00€ HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses			**Recettes**		
Détail postes de dépenses	Montant HT €	%	Financements	Montant HT €	%
Travaux	167 000	100%	Autofinancement	33 400	20%
			Etat - FIPD	50 100	30%
			Région	83 500	50%
Total	167 000	100%	Total	167 000	100%

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la phase 2 d'extension du dispositif de vidéoprotection sur le domaine communal et de solliciter une subvention auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » rappelle que la commune a déjà investi des sommes importantes dans le déploiement du dispositif de vidéoprotection. Il indique avoir eu connaissance de signalements faisant état de possibles dysfonctionnements concernant certaines caméras déjà installées.
Il souhaiterait savoir s'il existe un bilan global de fonctionnement ou un rapport d'évaluation de ce dispositif et pouvoir en prendre connaissance. Il souligne que ce projet représente un investissement conséquent, même si une part importante est financée par des subventions.
Enfin, il relève que ce sujet n'a pas été abordé en commission et estime qu'il serait utile de disposer de ces éléments avant d'engager de nouvelles dépenses.

Monsieur le Maire indique que deux points du dispositif nécessitent encore des travaux de raccordement électrique avant d'être pleinement opérationnels. Il précise que les marchés ont été attribués afin de permettre le démarrage de ces travaux. L'un des points a récemment été

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

raccordé à l'électricité et à la fibre optique et est désormais en fonctionnement. Il reste un dernier point à raccorder.
Il ajoute que la deuxième phase du déploiement devrait débuter d'ici la fin de l'année ou au début de l'année 2027.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » demande si le dispositif était opérationnel avant ces derniers raccordements.

Monsieur le Maire explique que seuls deux points du dispositif n'étaient pas opérationnels, en raison de travaux de génie civil nécessaires pour raccorder les mâts supportant les caméras. Il précise que ces travaux ont été réalisés pour l'un des mâts qui fonctionne désormais. Il reste aujourd'hui un dernier mât équipé de quatre caméras qui n'est pas encore fonctionnel.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » souhaite pouvoir suivre ce sujet dans le cadre d'une commission.

Monsieur le Maire indique qu'il identifiera une commission permettant d'échanger sur le déploiement du réseau de protection.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » souhaite également connaître le coût des contrats de maintenance liés à ces caméras. Il souligne que ces coûts peuvent représenter une dépense significative et rappelle que, si l'extension du dispositif fait l'objet d'un investissement, les coûts de fonctionnement associés peuvent également être importants.

Monsieur le Maire indique qu'il transmettra ces éléments, précisant ne pas avoir les montants en mémoire. Il ajoute que ces informations doivent figurer dans le marché conclu avec l'entreprise prestataire.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » demande à nouveau la suppression de la mention prévoyant l'engagement de la commune à prendre en charge les montants qui ne seraient pas couverts par les subventions.

Monsieur le Maire accède à cette demande.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'appel à projet « sécuriser ma commune par l'acquisition et l'installation d'équipements adaptés » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 20 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT que le dossier présenté est éligible au dispositif « sécuriser ma commune par l'acquisition et l'installation d'équipements adaptés » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le conseil municipal décide, par 30 voix POUR,
et 1 voix CONTRE : Daniel DEVRED
et 2 ABSTENTIONS : Céline CARLE-FAYE, Isabelle GROSFILLEY

- **D'ADOPTER** l'opération mentionnée ci-dessus et les modalités de financement.
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et de tout autre organisme financeur.

COMMUNICATION ET CONCERTATION

POINT N°27 PRÉSENTATION DES NOUVEAUX CONSEILS DE QUARTIER

Monsieur le Maire rappelle la volonté forte de la municipalité de développer des outils et procédures favorisant la participation et l'implication des citoyens dans la vie démocratique de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Il s'agit d'organiser leur participation au débat, à la réflexion collective et à l'élaboration des réponses aux problèmes qui les concernent ou au projet qui les animent.
Depuis la création des Conseils de quartier en 2020, les élus de la municipalité ont œuvré pour développer ce dispositif de démocratie participative unique pour une ville comme Divonne-les-Bains.
C'est pourquoi cette dernière souhaite aujourd'hui amplifier la dynamique initiée avec plus de concertation et avec un conseil inter-quartiers qui sera mis en place afin d'assurer la coordination des actions communes, des concertations et des projets structurants de la commune.
Le conseil de quartier est une instance consultative créée par la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. L'action et l'organisation des conseils de quartier s'inscrivent dans le cadre des articles L.2143-1 et L.2511-10-1 du code général des collectivités territoriales.
Les conseils de quartier relèvent de la responsabilité du Maire et de son adjoint délégué.
Une charte en annexe précise et énonce les principes de mise en œuvre, d'organisation et de fonctionnement des Conseils de quartier de la ville de Divonne-les-Bains.
Pour chacun des 4 Conseils de quartier, cette charte précise :

- Le rôle ;
- Le périmètre ;
- Les modalités d'inscription ;
- Le fonctionnement ;
- Le lien entre le conseiller municipal en charge de la démocratie participative et de la concertation citoyenne et les conseils de quartier ;
- Les modalités de collaboration entre les conseils de quartier et les services de la mairie ;
- Les outils et moyens mis à disposition ;
- Les modalités de la révision de la charte.

Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » indique être très attaché au principe de la démocratie participative et se réjouit de la relance des conseils de quartier. Il rappelle que plusieurs membres du groupe ont participé à ces instances par le passé, certains ayant même exercé les fonctions de président.
Toutefois, il estime que le cadre proposé s'éloigne des principes de la démocratie participative. Il rappelle que le sujet a été évoqué en commission cadre de vie, et non en commission tourisme comme indiqué dans la délibération. Il souligne que la charte n'a été transmise ni avant, ni pendant la commission, mais seulement le 27 mai, ce qui n'a pas permis aux membres de formuler un avis éclairé sur un document dont ils ne disposaient pas. Il indique également que le bilan des précédents conseils de quartier a été évoqué au cours de cette commission, sans que le groupe puisse en prendre connaissance. Il regrette à cet égard un manque de transparence.
Le groupe indique également avoir été interpellé par l'idée des deux référents par quartier. Il considère que les conseils de quartier constituent précisément un outil de démocratie participative et qu'il serait donc pertinent de s'appuyer sur l'intelligence collective de leurs membres pour définir leur mode de fonctionnement. Selon lui, les habitants pourraient proposer des idées en matière d'organisation, de travail collectif ou encore de transparence. Il estime qu'élaborer rapidement une charte fixant directement les règles de fonctionnement des conseils de quartier ne correspond ni à l'esprit de la démocratie participative ni à celui de l'intelligence collective. Il considère au contraire que la mise en place de ces instances mérite un temps de réflexion sur leur organisation.
Il rappelle que Monsieur DESPREZ avait indiqué, à la suite de cette remarque, que les conseils de quartier pourraient s'organiser librement, notamment s'ils souhaitaient constituer un bureau. Il observe toutefois que cette possibilité ne figure pas dans la charte. Selon lui, celle-ci impose donc un mode de fonctionnement défini unilatéralement à des personnes auxquelles il est pourtant proposé de construire collectivement le dispositif.
Il souhaite en conséquence qu'un temps soit consacré à une consultation des futurs conseils de quartier, estimant qu'il n'y a pas d'urgence à adopter la charte. Il rappelle que la délibération vise, d'une part, à reconduire les quatre conseils de quartier, ce à quoi son groupe est favorable et, d'autre part, à approuver les modalités de fonctionnement définies dans la

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

charte. Il demande donc que le vote sur cette seconde partie soit reporté afin que la charte puisse être élaborée avec la participation des conseils de quartier.
Enfin, le groupe s'étonne une nouvelle fois que le Journal de la Ville de Divonne (JVD) annonce déjà que les conseils de quartier seront organisés autour de deux référents élus par quartier pour une durée de deux ans. Il estime que cette publication donne le sentiment que cette organisation est déjà arrêtée, alors même que la charte est soumise au vote du conseil municipal. Selon lui, il est paradoxal que les modalités de fonctionnement soient déjà présentées dans le JVD alors qu'elles font encore l'objet d'un débat au sein de l'assemblée.

Monsieur Alexandre DESPREZ reconnaît que le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » aurait effectivement dû disposer de la charte avant le 27 mai.
Il précise par ailleurs que le bilan évoqué est informel. Il indique être en mesure de communiquer, si le groupe le souhaite, les noms des personnes qu'il a rencontrées en dehors du conseil municipal dans le cadre de cette démarche.
Concernant la charte, il explique qu'elle s'appuie sur quatre années d'expérience, au cours desquelles il a pu identifier les modalités de fonctionnement qui ont donné satisfaction ainsi que celles qui se sont révélées moins adaptées. Selon lui, repartir de zéro et rouvrir un débat sur l'organisation des conseils de quartier serait regrettable. Il estime préférable de consacrer le temps disponible au lancement de nouveaux projets, d'actions culturelles ou d'évènements, plutôt qu'à redéfinir leur mode de fonctionnement.
Il ajoute que chaque conseil de quartier pourrait souhaiter une organisation différente, ce qui risquerait de complexifier leur mise en œuvre. Il précise que le choix de désigner deux référents par quartier vise principalement à assurer le lien et la communication entre les conseils de quartier et les différents interlocuteurs extérieurs. En revanche, il indique que chaque conseil demeure libre de s'organiser en interne comme il l'entend, afin de fonctionner de la manière qu'il juge la plus efficace et la plus adaptée.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » confirme avoir reçu le bilan détaillé, conformément à sa demande formulée dans les questions écrites, une heure avant le début du conseil municipal. Il indique que ce document est intéressant, tout en regrettant qu'il n'ait pas servi de support aux échanges lors de la commission.
Il rappelle que plusieurs membres du groupe ont participé aux conseils de quartier et que certains ont également recueilli les témoignages d'anciens participants. Il regrette toutefois que seules les personnes ayant assuré en dernier la présidence des conseils de quartier aient été consultées, estimant qu'elles représentaient le dernier maillon d'un dispositif déjà en difficulté. Selon lui, il aurait été plus pertinent d'interroger l'ensemble des présidents successifs de chaque conseil de quartier afin de disposer d'une vision plus globale de leur fonctionnement et de leur évolution.
Il indique qu'il aurait souhaité que son groupe puisse être davantage associé à cette réflexion, considérant que les conseils de quartier constituent un dispositif qui mérite d'être renforcé et valorisé. Il estime qu'il aurait ainsi été possible de construire un cadre de fonctionnement plus cohérent.
Il considère que la démarche engagée est, sur ce point, incomplète, mais qu'il est encore possible d'y remédier. Il précise qu'il ne demande pas de reporter l'appel à candidatures, mais plutôt de poursuivre le travail de diagnostic afin que les futurs conseils de quartier disposent d'un cadre de fonctionnement plus solide au moment de leur mise en place.
Il ajoute que Monsieur Martin PERRIER porte un intérêt particulier aux conseils de quartier, rappelant que ses parents ont contribué à en créer dans plusieurs communes à une époque où ce dispositif était encore peu développé. Il précise également que celui-ci est en relation avec des membres de conseils de quartier d'autres collectivités, ce qui lui permet de bénéficier de nombreux retours d'expérience sur les pratiques qui fonctionnent et celles qui se révèlent moins efficaces. Selon lui, ces enseignements gagneraient à être intégrés dans le document de synthèse.
Enfin, il relève la présence de nombreuses erreurs dans la charte et estime que ce document n'est, en l'état, pas totalement abouti.

Monsieur le Maire indique avoir bien pris en compte les remarques formulées. Il précise avoir entendu des observations similaires lors de la mise en place des conseils de quartier au cours du précédent mandat, notamment concernant le contenu de la charte et la méthode retenue.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Il retient avant tout que les conseils de quartier constituent un dispositif qui fonctionne. Selon lui, la charte ne règle qu'une partie des questions relatives à leur fonctionnement et une part importante de la vie des conseils de quartier se développera en dehors de ce document. Il ajoute que les échanges entre citoyens ne se limitent pas au cadre des conseils de quartier. Ceux-ci se réunissent également de manière informelle pour échanger sur les sujets qui les concernent directement ou pour porter des projets, notamment des animations, sans nécessairement passer par les conseils de quartier.
Il estime que la charte constitue une base de travail satisfaisante, qui a déjà été amendée et enrichie. Il considère qu'il n'est pas souhaitable de prolonger davantage l'interruption des conseils de quartier, suspendus depuis décembre 2025. Il souhaite qu'ils puissent être relancés rapidement et que les personnes appelées à y participer disposent d'un cadre de fonctionnement clairement défini.
Il propose qu'un bilan soit réalisé dans un délai de deux ans afin d'évaluer cette nouvelle période de fonctionnement et, le cas échéant, de faire évoluer la charte si les modifications apportées ne répondent pas aux attentes.
Il souhaite en conséquence que le conseil municipal se prononce à la fois sur le principe de la relance des conseils de quartier et sur l'approbation de la charte, afin de permettre l'installation des nouveaux conseils de quartier à l'automne et le lancement de leurs travaux sur de nouveaux projets.

- VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU les articles L.2143-1 et L.2511-10-1 du Code général des collectivités territoriales relative à l'action et l'organisation des conseils de quartier ;
- VU l'avis favorable de la commission TREMOD du 18 janvier 2021 ;
- VU l'avis favorable de la commission des finances du 4 février 2021 ;
- VU l'avis favorable de la commission cadre de vie du 19 mai 2026.

Le conseil municipal décide, par 25 voix POUR,
et 8 ABSTENTIONS : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY

- **DE DÉCIDER** la reconduction des 4 Conseils de quartier.
- **D'APPROUVER** les modalités définies dans la charte annexée à la présente délibération.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

POINT N°28 APPROBATION DU DOSSIER DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT PUBLIC DU FORAGE D'EAU MINÉRALE HARMONIE À DIVONNE-LES-BAINS

Monsieur le Maire rapporte que la ville de Divonne-les-Bains dispose d'une ressource d'eau minérale au lieu-dit Arbère depuis les années 1990. Ce site possède deux forages, Mélodie et Harmonie.
A ce jour, seul le forage d'eau minérale « Harmonie » est exploité pour les besoins d'une station thermale. Dans le futur, il est également envisagé d'exploiter Mélodie pour couvrir les besoins en eaux des thermes. Le centre thermal est spécialisé dans le traitement en rhumatologie et, dans les cures relatives aux affections psychosomatiques.

Afin de protéger la ressource, la Ville souhaite mettre en place une Déclaration d'Intérêt Public associée aux périmètres de protection dédiés.

Avec le concours des services de l'Etat compétents, un dossier de Déclaration d'Intérêt Public a été constitué comprenant en son sein les périmètres de protection précédemment évoqués.
Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable de l'Agence Régionale de Santé en date du 5 septembre 2025.

Il a fait ensuite l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée respectivement sur les territoires des communes de Divonne-les-Bains et de Grilly entre le 5 et le 22 mai 2026.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

La commune de Divonne-les-Bains travaille maintenant depuis plus de 4 ans sur le sujet avec un seul objectif : sécuriser sa ressource naturelle en eau.

Un premier dossier associé à un périmètre plus large n'avait pas convaincu le représentant de l'État qui a prescrit la procédure.

Aussi, le périmètre du dossier a été revu pour aboutir au dossier présenté lors de l'enquête publique qui est une avancée forte et significative dans le cadre de cette protection et des périmètres associés.
Il n'interdit pas non plus de saisir à nouveau l'autorité compétente dans un délai à définir, afin de discuter de mesures encore plus protectrices.

La commune soutient la mise en place de la DIP avec les points de vigilances suivants:

- La nécessité de garantir dans la durée, l'efficacité réelle des périmètres de protection retenus au regard des enjeux de vulnérabilité de la ressource,
- La mise en place d'un dispositif de suivi renforcé de la qualité et de la quantité de la ressource, permettant d'objectivé l'adéquation des mesures de protection,
- La possibilité de de réexaminer, le cas échéant, l'étendu des périmètres de protection à la lumière des résultats de ce suivi et de l'évolution des connaissances.

En complément, et en marge de cette enquête publique, il semble essentiel que les autorités compétentes assurent le suivi de l'ISDI de Vesancy notamment des déchets stockés et des écoulements des eaux via des piézomètres et un protection de cette ISDI à la fin des travaux en cours.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » s'étonne que le conseil municipal soit amené à délibérer sur le contenu du dossier relatif à la déclaration d'intérêt public après la clôture de l'enquête publique. Il estime qu'il aurait été plus logique que cette délibération intervienne en amont de l'ouverture de l'enquête publique.

Monsieur le Maire rappelle que cette délibération a déjà été prise en 2025.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » indique ne pas partager cette analyse. Il rappelle que le texte soumis au conseil municipal a été modifié, notamment par une nouvelle réduction du périmètre de protection. Il précise qu'il ne s'agit pas d'une irrégularité juridique, dans la mesure où un avis peut être rendu jusqu'à quinze jours après la clôture de l'enquête publique, mais estime que cette manière de procéder manque de cohérence.
Il relève ainsi que la commune a soumis à l'enquête publique un document qui n'avait pas été approuvé par le conseil municipal et qui diffère de la version précédemment examinée.
Il rappelle que la première version du rapport établi par Antéa prévoyait un périmètre de protection d'environ 18 km² couvrant les communes de Divonne-les-Bains, Grilly, Vesancy et Gex. Il indique que cette proposition s'appuyait sur les travaux du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), qu'il présente comme disposant d'une expertise reconnue en hydrogéologie. Il souligne que le périmètre proposé est désormais ramené à environ 5 km² et estime que cette réduction appelle des explications.
Il s'interroge sur les raisons qui ont conduit les hydrogéologues d'Antéa à modifier à plusieurs reprises leur analyse. Il rappelle que cinq versions successives du rapport ont été produites sans que les motifs de ces évolutions n'aient, selon lui, été clairement explicités.
Il estime que le périmètre désormais retenu n'assure qu'une protection limitée du captage d'eau minérale, en se concentrant principalement sur le versant sud-est du Mont-Mussy et son piémont urbanisé. Il rappelle que les écoulements souterrains ne suivent pas nécessairement la topographie de surface mais dépendent des formations géologiques traversées. Selon lui, cette caractéristique rend le périmètre proposé difficilement compréhensible d'un point de vue hydrogéologique.
Il relève par ailleurs que le dossier fait état d'une zone d'alimentation de 2,2 km², alors que l'avis de l'Agence régionale de santé mentionne, dans le même document, une zone d'alimentation de 8 km². Il observe également que les périmètres retenus sont orientés selon un axe sud-ouest / nord-est, alors qu'il considère que les écoulements souterrains suivent une

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

direction différente. Il rappelle que les formations géologiques jurassiques [illegible] s'étendent du Mont-Mussy jusqu'à son piémont avant de s'enfoncer en profondeur, où sont réalisés les captages. Selon lui, les eaux circulent dans ces formations depuis les hauteurs du Pays de Gex jusqu'aux forages, de sorte qu'une protection limitée au secteur du Mont-Mussy et à son piémont ne permettrait pas de protéger efficacement la ressource.
Il souligne également que, dans le cadre de l'enquête publique, Monsieur le Maire a adressé un courrier à la commissaire enquêtrice indiquant son accord sur le nouveau périmètre de protection, réduit de 18 à 5 km². Il regrette que ce courrier n'ait, selon lui, été ni présenté en commission, ni soumis au conseil municipal. Il relève en outre que ce courrier évoque une vigilance particulière concernant les déchets stockés sur l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Vesancy, le suivi des écoulements en aval au moyen de piézomètres ainsi que la protection de ce site. Il rappelle que Monsieur DEVRED préconise depuis plusieurs années la mise en place d'un tel suivi. Il estime toutefois que l'enjeu n'est pas tant la protection de l'ISDI elle-même que celle de la nappe située sous cette installation, susceptible selon lui de recevoir les eaux de percolation provenant des déchets stockés.
Il juge regrettable qu'un courrier validant une réduction importante des périmètres de protection ait pu être adressé sans débat préalable au sein des instances municipales. Il rappelle également qu'il estime nécessaire de protéger le secteur de la carrière de Vesancy et observe que, lors d'une rencontre avec le sous-préfet et Monsieur Patrice DUNAND, Monsieur le Maire n'aurait pas défendu cette position. Il indique que son groupe est très surpris par ce courrier et précise qu'un nouveau courrier sera adressé à la commissaire enquêtrice afin de lui signaler que ce point n'a pas fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.
Selon lui, le projet conduit à une protection insuffisante de la nappe d'eau minérale, qu'il considère comme vulnérable. Il estime que les périmètres proposés sont insuffisamment fondés et rappelle que la commune prévoit d'investir plusieurs dizaines de millions d'euros pour valoriser cette ressource dans le cadre d'un établissement thermal et d'une buvette publique.
Il rappelle enfin que les eaux minérales naturelles ne peuvent pas faire l'objet de traitements, hormis certains filtrages très limités et strictement encadrés par la réglementation.
Il se réjouit que Monsieur le Maire ait reçu le procès-verbal de cette procédure et souhaite que celui-ci puisse être présenté en commission.
S'agissant des interdictions relatives aux forages géothermiques, il indique ne pas y être favorable. Il relève que le projet conduirait à interdire les forages géothermiques profonds sur les communes de Grilly et dans le centre de Divonne-les-Bains. Il considère que cette interdiction n'est plus justifiée au regard des technologies actuelles, précisant que les nouveaux dispositifs fonctionnent en circuit fermé, sans prélèvement ni réinjection d'eau dans la nappe. Selon lui, ces installations consistent en un échangeur thermique scellé dans le sous-sol au moyen de matériaux spécifiquement conçus pour assurer la conduction de la chaleur. Il estime donc que cette interdiction est disproportionnée et relève qu'elle n'est, selon lui, pas imposée par la réglementation. Il ajoute que cette mesure pourrait également avoir des conséquences importantes en matière de servitudes attachées aux parcelles concernées.
En conséquence, avant de se prononcer sur le projet de déclaration d'intérêt public déjà soumis à l'enquête publique, le groupe demande qu'un bureau d'études indépendant soit chargé de vérifier, sur des bases exclusivement scientifiques, la pertinence des périmètres de protection proposés. Il estime qu'à l'heure où de nombreux professionnels de santé appellent à un renforcement de la protection des ressources en eau, il convient d'éviter que les forages d'Arbère ne connaissent, à terme, les mêmes difficultés que les captages de la Mélie.

Monsieur Thierry MARIN indique avoir lu avec beaucoup d'attention le courrier adressé à la commissaire enquêtrice. Il précise que cette dernière l'a également examiné avec attention et qu'elle en a retenu plusieurs points de vigilance, sur lesquels il estime que leurs analyses sont relativement convergentes.
Il indique ne pas souhaiter entrer dans le détail des aspects hydrogéologiques, rappelant qu'il a été confronté à des avis divergents émanant de trois experts, dont Monsieur Daniel DEVRED. Il souligne que la commissaire enquêtrice s'appuiera sur l'expertise technique dont elle dispose pour rendre ses conclusions. Il rappelle qu'elle a été désignée par le préfet et qu'il lui appartient, dans ce cadre, d'apprécier les éléments du dossier.
Il précise ne pas être hydrogéologue, mais ingénieur spécialisé dans les transferts de chaleur et les transferts de fluides. S'agissant des sondes géothermiques profondes verticales, il

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

estime que, même en appliquant les principes de précaution, un risque subsiste. Reprenant l'analogie de la « chaussette » utilisée précédemment, il fait observer que celle-ci peut se trouer. Il rappelle que tout échangeur comporte des soudures, des matériaux de construction et des assemblages susceptibles, malgré les contrôles réalisés, de présenter un risque de défaillance. Fort de son expérience professionnelle dans la conception et la commercialisation de ces équipements, il indique qu'aucun échangeur ne peut être garanti sans risque.
Selon lui, le principe de précaution justifie donc l'interdiction des sondes géothermiques profondes verticales dans les périmètres de protection. Il ajoute que cette position rejoint notamment les recommandations mises en œuvre par les villes de Genève et de Zurich, qui interdisent ce type d'installation dans les zones de captage. Il considère qu'il ne convient pas de prendre le risque d'une pollution, notamment au glycol, dont les conséquences pourraient être particulièrement graves.
Il conclut en indiquant qu'il s'agit du seul point sur lequel il est en profond désaccord avec le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains », après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur DEVRED.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » indique qu'au-delà du débat relatif à la géothermie, l'enjeu principal demeure la protection de la ressource en eau de Divonne-les-Bains. Il rappelle qu'il s'agit d'une eau dont l'embouteillage a été envisagé, qu'elle alimente les thermes et qu'elle constitue également une ressource potentielle en eau potable pour l'avenir. Selon lui, toute pollution affectant la nappe est susceptible d'avoir des conséquences sur l'ensemble de la ressource. Il souligne que la question de la décharge de Chauvilly sera prochainement débattue, rappelant que des pollutions liées aux activités historiques du site concernent également des captages potentiels. Il considère qu'il s'agit, dans les deux cas, d'un enjeu à la fois environnemental, économique et stratégique pour le territoire.
Il se dit surpris du rejet immédiat de la proposition formulée par son groupe. Il s'interroge sur les raisons qui empêcheraient de poursuivre les investigations scientifiques sans remettre en cause la procédure de déclaration d'intérêt public en cours. Il estime que le coût d'une telle démarche resterait limité au regard des enjeux financiers, environnementaux et sociaux liés à la protection de la ressource. Il rappelle qu'une démarche comparable a été engagée par le maire de Cessy concernant le projet de décharge de Chauvilly et indique que les investigations décidées par le conseil municipal ont permis de mettre en évidence plusieurs pollutions, notamment aux métaux lourds.
Il s'interroge dès lors sur les raisons pour lesquelles une telle proposition ne pourrait pas être retenue par la commune de Divonne-les-Bains, alors même que celle-ci met en avant la qualité de son eau minérale et thermale dans le cadre de la procédure de déclaration d'intérêt public.
Il estime par ailleurs que le courrier adressé dans le cadre de la procédure de déclaration d'intérêt public valide les périmètres de protection proposés tout en invitant, en conclusion, à faire preuve de vigilance sur des sujets qui ne relèvent pas directement de l'objet de l'enquête publique. Selon lui, cette démarche manque de cohérence.
Il rappelle qu'au moment de l'ouverture de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Vesancy, plusieurs associations avaient alerté Monsieur le Maire sur les risques que pouvait présenter ce site. Il indique que les personnes suivant ce dossier connaissent les interrogations relatives aux dépôts historiques qui y sont stockés, dont la nature exacte demeure, selon lui, insuffisamment connue. Il ajoute que plusieurs associations demandent depuis plusieurs années la mise en place de dispositifs de suivi permettant de détecter d'éventuelles pollutions.
Il regrette que, malgré plusieurs réunions récentes au cours desquelles des décisions auraient pu être prises, aucune mesure n'ait été engagée. Il considère que le courrier adressé aujourd'hui, mettant en avant une vigilance sur cette problématique, intervient trop tard et demeure sans effet concret.
En conclusion, le groupe demande que la commune engage collectivement une expertise complémentaire indépendante, estimant que son coût resterait modeste au regard des autres investissements examinés au cours de cette séance et des enjeux liés à la protection durable de la ressource en eau.

Monsieur le Maire rappelle que le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » n'est pas le seul à se préoccuper de la protection de la ressource en eau de Divonne-les-Bains. Il indique que, depuis 2022, le conseil municipal s'est prononcé à plusieurs reprises sur ce sujet. En mai 2022, notamment, le conseil municipal avait pris position concernant l'ISDI de Vesancy, en

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

demandant plusieurs compléments ainsi que la mise en œuvre de différentes actions par les services de l'État. Il précise que la commune n'a pas été suivie sur ces demandes.
Il rappelle que la volonté initiale de la commune était d'assurer une protection maximale des deux forages. Les services de l'État ont toutefois clairement indiqué que le maintien de cette position risquait de compromettre l'aboutissement de la déclaration d'intérêt public (DIP). En effet, les services de l'État ne seraient pas en mesure de vérifier l'ensemble des éléments figurant dans un dossier de DIP présentant un périmètre aussi large.
Compte tenu de ce constat et de la volonté politique de faire aboutir la DIP, le périmètre de protection a progressivement évolué, sur la base de propositions formulées notamment par l'ARS et par Antéa, cabinet d'expertise qui accompagne la commune. Il rappelle que ce nouveau périmètre a été présenté au conseil municipal le 16 septembre 2025 en vue de l'ouverture de l'enquête publique et que c'est ce dossier qui a été soumis à l'enquête publique en mai dernier.
Monsieur le Maire indique qu'il ne souhaite pas politiser ce sujet, contrairement à ce qu'il estime être le cas du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains ». Il affirme que la position de la majorité concernant les piézomètres, les inquiétudes relatives à l'ISDI et les périmètres de protection est restée constante. Il reconnaît que le périmètre actuellement proposé ne le satisfait pas totalement, mais indique que son objectif prioritaire est de permettre l'aboutissement de la DIP.
Il rappelle que la procédure est encore longue. Le commissaire enquêteur doit notamment rendre son rapport, dont les conclusions ne seront pas nécessairement favorables et pourraient conduire à la réalisation d'études complémentaires. Le dossier devra ensuite être présenté devant le CODERST, commission départementale au sein de laquelle il sera présenté par l'ARS. Il rappelle que l'État et l'ARS portent également ce projet, sous l'impulsion de la commune de Divonne-les-Bains. Le dossier pourrait ensuite être soumis à une validation au niveau ministériel.
Monsieur le Maire indique ne pas avoir de doute sur la possibilité de voir ce dossier aboutir et souhaite se donner les moyens de mener cette procédure à son terme, considérant qu'elle est essentielle pour assurer la préservation de la ressource en eau de la commune.
Il exprime également une inquiétude quant à l'avenir de cette ressource. Il redoute notamment qu'une solution consistant à intégrer l'eau minérale de Divonne au réseau d'eau potable soit un jour proposée en raison de ses qualités physico-chimiques. Il souligne qu'une telle solution conduirait à traiter cette eau, pourtant reconnue pour ses qualités thermales et minérales, afin de la rendre conforme aux exigences applicables à l'eau potable. Selon lui, ce n'est pas l'objectif recherché par la majorité. Il espère que la procédure de DIP permettra précisément de poursuivre les échanges et de faire évoluer la situation.
Il reconnaît qu'il serait possible de faire réaliser une nouvelle étude par un expert indépendant, mais s'interroge sur la manière dont cette démarche permettrait concrètement de faire aboutir la procédure de DIP. Il précise qu'il ne considère pas ce sujet comme une question politique, mais comme un enjeu essentiel pour la commune de Divonne-les-Bains, notamment parce qu'il n'existe actuellement aucune protection réglementaire de l'eau thermale de Divonne-les-Bains.
Monsieur le Maire propose donc de maintenir la délibération telle qu'elle est prévue, tout en proposant que Monsieur Thierry MARIN examine les éléments techniques du dossier. Il suggère ensuite d'organiser, si Monsieur Daniel DEVRED le souhaite, une réunion associant ce dernier et les services de l'ARS. L'objectif serait d'examiner si la proposition du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » relative à une expertise indépendante pourrait contribuer à accompagner la commune dans ses échanges avec l'ARS, notamment afin de faire valoir l'existence d'un périmètre de protection susceptible d'évoluer et les interrogations relatives à l'ISDI de Vesancy.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » rappelle que la géologie n'est pas une science exacte. Il précise que, contrairement à Monsieur MARIN, qui évoquait le principe de précaution concernant les captages géothermiques, son groupe souhaite appliquer ce principe de précaution aux connaissances géologiques elles-mêmes, notamment concernant l'agencement des formations, les glissements et les failles.
Il estime que ce principe de précaution doit être appliqué dès à présent, considérant que le périmètre de protection proposé est tellement réduit qu'il fait peser des risques sur la protection de la ressource en eau minérale. Il rappelle par ailleurs que les exploitants d'eaux

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

minérales rencontrent actuellement de nombreuses difficultés liée[illegible] ressources.
Le groupe demande donc qu'un vote soit organisé afin de proposer la réalisation d'une expertise indépendante par un bureau d'études qui ne soit ni Antéa ni implanté dans la région. Cette expertise aurait pour objectif d'examiner l'ensemble des éléments produits par les différents bureaux d'études et de proposer une analyse complète et indépendante du dossier.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur la proposition visant à faire réaliser, par un bureau d'études indépendant d'Antéa et extérieur à la région, une expertise complète du dossier :
Le conseil municipal décide, par 8 voix POUR,
1 voix ABSTENTION : Monsieur Thibault VON EUW
et 24 voix CONTRE : L'ensemble des élus de la majorité présents

La proposition du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » est donc rejetée.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'avis favorable de la commission cadre de vie en date du 19 mai 2026.

Le conseil municipal décide, par 25 voix POUR,
et 8 voix CONTRE : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY

- **D'APPROUVER** le dossier de Déclaration d'Intérêt Public du forage d'eau minérale Harmonie à Divonne-les-Bains.
- **D'APPROUVER** les périmètres de protection contenu en son sein.
- **D'APPROUVER** le dossier mis à l'enquête publique.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - FONCIER

POINT N°29 LA TUILERIE - CESSION À TITRE ONÉREUX CONSENTIE PAR LA SAS EUROPE IMMOBILIER REPRÉSENTÉE PAR M. ELVIANO ROSSI À LA COMMUNE DE DIVONNE-LES-BAINS DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION AP 373-375-377

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée que la commune poursuit les acquisitions des parcelles sises allée du Parc du Chêne. La SAS EUROPE IMMOBILIER a proposé à la commune la vente de 3 parcelles restant en sa possession et cadastrées selon plan joint.
- AP n°373 d'une surface de 261 m², en zone Ue
- AP n°375 d'une surface de 46 m², en zone UGP1*
- Et AP n°377 d'une surface de 76 m², en zone UGP1*

Soit une surface totale de 383 m².

Le prix retenu est de 55,00€ le m², soit un prix total de 21 065,00€, conformément au prix moyen pratiqué dans les précédentes transactions en zone UE.

Ces tènements, en nature de sols, sont destinés à intégrer le domaine privé communal et à compléter les acquisitions déjà conclues par la collectivité sur ce secteur.

Il est rappelé que le montant inférieur à 180 000,00€ ne permet pas à la commune d'actionner une évaluation de la DGFIP.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code général des impôts et notamment son article 1042 ;
- VU l'article L.1311-9 du Code général des collectivités territoriales fixant le cadre des demandes d'avis de l'autorité compétente de l'Etat et les seuils applicables modifiés par un arrêté du 5 décembre 2016 ;

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- VU l'avis favorable de la commission urbanisme et aménagement du territoire du 13 mai 2026 ;
- VU les plans joints ;
- VU la promesse signée par Monsieur Elviano ROSSI représentant de la société SAS EUROPE IMMOBILIER ;

- CONSIDÉRANT l'intérêt de la Commune de compléter ses acquisitions dans ce secteur et permettre ainsi la liaison avec des parcelles lui appartenant déjà.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ACCEPTER** la cession à à titre onéreux par SAS EUROPE IMMOBILIER –représentée par M. Elviano ROSSI ou de toute personne venant en représentation des parcelles cadastrées :
  - AP n°373 d'une surface de 261 m²
  - AP n°375 d'une surface de 46 m²
  - AP n°377 d'une surface de 76 m²

  Soit une surface totale de 383 m² au prix de 55,00€ le m² soit un prix total de 21 065,00€ (vingt et un mille soixante-cinq euros).
- **D'ACCEPTER** le paiement par la Commune de tous les frais droits et émoluments relatifs à cette acquisition.
- **DE PRÉCISER** que cette parcelle intégrera le domaine privé de la Commune.
- **DE PRÉCISER** que cette opération ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.
- **DE PRÉCISER** que les éventuels réseaux d'éclairage public et les réseaux de communication seront également rétrocédés à la commune qui aura la charge de leur entretien et que les réseaux dits humides (eaux pluviales, aux usées et potable) n'entrant pas dans la compétence de la commune, celle-ci ne sera pas tenue d'en assurer l'entretien.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la promesse, l'acte authentique à venir ainsi que toutes pièces nécessaires à cette mutation.

POINT N°30 ALLÉE DU PARC DU CHÊNE - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR LA SOCIÉTÉ SAS EUROPE IMMOBILIER REPRÉSENTÉE PAR M. ELVIANO ROSSI AU PROFIT DE LA COMMUNE DE DIVONNE-LES-BAINS - PARCELLES AP 354-361-363-359-403-364-379

Monsieur le Maire expose que dans la perspective d'améliorer, depuis la rue de Genève, sa liaison avec le futur Village des associations, et de conforter également son accès vers le parking communal situé sur la parcelle section AP n°362, la commune est entrée en relation avec le propriétaire des parcelles sises sur une partie de l'allée du Parc du Chêne.

Les parcelles pour lesquelles la commune porte un intérêt appartiennent à Monsieur Elviano Rossi représentant de la société SAS EUROPE IMMOBILIER et sont cadastrées comme suit :

Numéro	Superficie en m²
AP0354	352
AP0361	191
AP0363	57
AP0359	343
AP0403	206
AP0364	183
AP0379	20

Soit une surface totale de 1 352 m².

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Monsieur Elviano Rossi a accepté de céder ces tènements, actuellement en nature de voirie (partie de l'allée du Parc du Chêne) à l'euro symbolique.

Ces parcelles sont donc destinées à intégrer le domaine public communal.

Cette acquisition confortera également les liaisons douces déjà présentes (chemin piétonnier entre la parcelle AP 362 et le collège cf plan joint).

Il est précisé que les réseaux d'éclairage public et les réseaux de communication seront également rétrocédés à la commune qui aura la charge de leur entretien.
Les réseaux dits humides (eaux pluviales, aux usées et potable) n'entrent pas dans la compétence de la commune. Par conséquent, la commune ne sera pas tenue d'en assurer l'entretien.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code général des impôts et notamment son article 1042 ;
- VU l'article L.1311-9 du Code général des collectivités territoriales fixant le cadre des demandes d'avis de l'autorité compétente de l'Etat et les seuils applicables modifiés par un arrêté du 5 décembre 2016 ;
- VU l'avis de la commission urbanisme et aménagement du territoire du 12 mai 2026 ;
- VU les plan joints ;
- VU la promesse signée par Monsieur Elviano ROSSI représentant de la société SAS EUROPE IMMOBILIER ;

- CONSIDÉRANT l'intérêt de la Commune d'intégrer dans son domaine public des liaisons douces permettant d'accéder à des parcelles communales et permettant de renforcer ses liaisons existantes.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ACCEPTER** la cession à l'euro symbolique par la SAS EUROPE IMMOBILIER, représentée par M Elviano ROSSI ou de toute personne venant en représentation des parcelles cadastrées :

Numéro	Superficie en m²
AP0354	352
AP0361	191
AP0363	57
AP0359	343
AP0403	206
AP0364	183
AP0379	20

Soit une surface totale de 1 352 m².

- **D'ACCEPTER** le paiement par la Commune de tous les frais droits et émoluments relatifs à cette acquisition.
- **DE PRÉCISER** que cette parcelle intégrera le domaine public de la Commune.
- **DE PRÉCISER** que cette opération ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.
- **DE PRÉCISER** que les réseaux d'éclairage public et les réseaux de communication seront également rétrocédés à la commune qui aura la charge de leur entretien et que les réseaux dits humides (eaux pluviales, aux usées et potable) n'entrant pas dans la compétence de la commune, celle-ci ne sera pas tenue d'en assurer l'entretien.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la promesse, l'acte authentique à venir ainsi que toutes pièces nécessaires à cette mutation.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

POINT N°31 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR ET MADAME STEPHANN AU PROFIT DE LA COMMUNE-PARCELLES B N°285-641-642

Monsieur le Maire précise qu'en 2024, la commune a réalisé des travaux d'embellissement et de sécurisation dans la rue de la Combe de l'Eau.
Ces travaux ont parfois nécessité d'élargir la voie à certains endroits et ont donc eu un impact sur les propriétés privées riveraines concernées.

Monsieur Magnant, géomètre, a réalisé le plan de la voie après travaux.
La commune est donc désormais en mesure de procéder aux régularisations cadastrales nécessaires.

Ainsi, Monsieur et Madame STEPHANN, propriétaires des parcelles B n°285, 641 et 642, ont accepté de céder gratuitement à la commune 3 emprises de respectivement 12,9 et 10 m² de terrain à prendre sur leur terrain, conformément au plan joint et à la réalité de leurs limites parcellaires après travaux.

Il est rappelé que la commune a réalisé sur ces emprises, à sa charge exclusive, dans le cadre des travaux :

- la dépose des pavés sur l'emprise concernée par l'alignement, bande de terrain remplacée par une finition en béton désactivé.
- la réalisation d'un bateau permettant un accès à la propriété.

Le terrain cédé sera incorporé au domaine public communal.

La commune prendra en charge les frais du futur acte.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code général des impôts et notamment son article 1042 ;
- VU l'article L.1311-9 du Code général des collectivités territoriales fixant le cadre des demandes d'avis de l'autorité compétente de l'État -le service des Domaines et les seuils applicables modifiés par un arrêté du 5 décembre 2016 ;
- VU l'avis de la commission urbanisme et aménagement du territoire du 13 mai 2026 ;
- VU le plan joint réalisé par le cabinet MPC Magnant géomètre ;
- VU la promesse jointe ;

- CONSIDÉRANT l'intérêt pour la commune de régulariser son cadastre à cet endroit conformément à la réalité des limites cadastrales après travaux de la rue de la Combe de l'Eau.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ACCEPTER** la cession à l'euro symbolique consentie par M. et Mme STEPHANN ou toute personne venant en représentation des emprises de :
  - 12 m² à prélever sur la parcelle cadastrée B n°285;
  - 10 m² à prélever sur la parcelle B n°642
  - 9 m² à prélever sur la parcelle B n°641
- **D'ACCEPTER** le paiement de tous les frais, droits et émoluments relatifs à cette cession par la commune.
- **DE PRÉCISER** que l'emprise cédée intégrera le domaine public de la commune.
- **DE PRÉCISER** que cette opération ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.
- **DE PRÉCISER** qu'en vue du calcul du salaire du conservateur des hypothèques, le minimum de perception sera retenu.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la promesse, l'acte authentique à venir, ainsi que toutes pièces nécessaires à cette mutation.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

POINT N°32 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR ET MADAME MICHELIN AU PROFIT DE LA COMMUNE- PARCELLE B N°829

Monsieur le Maire précise qu'en 2024, la commune a réalisé des travaux d'embellissement et de sécurisation dans la rue de la Combe de l'Eau.
Ces travaux ont parfois nécessité d'élargir la voie à certains endroits et ont donc eu un impact sur les propriétés privées riveraines concernées.

Monsieur Magnant, géomètre, a réalisé le plan de la voie après travaux.

La commune est donc désormais en mesure de procéder aux régularisations cadastrales nécessaires.

Ainsi, Monsieur et Madame MICHELIN, propriétaires de la parcelle B n°829, ont accepté de céder gratuitement à la commune une emprise de 16 m² de terrain à prendre sur leur terrain conformément au plan joint et à la réalité de leurs limites parcellaires après travaux.

Le terrain cédé sera incorporé au domaine public communal.

La commune prendra en charge les frais du futur acte.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code général des impôts et notamment son article 1042 ;
- VU l'article L.1311-9 du Code général des collectivités territoriales fixant le cadre des demandes d'avis de l'autorité compétente de l'État -le service des Domaines et les seuils applicables modifiés par un arrêté du 5 décembre 2016 ;
- VU l'avis de la commission urbanisme et aménagement du territoire du 21 avril 2026 ;
- VU le plan joint réalisé par M. Magnant ;
- VU la promesse jointe ;

- CONSIDÉRANT l'intérêt pour la commune de régulariser son cadastre à cet endroit conformément à la réalité des limites cadastrales après travaux de la rue de la Combe de l'Eau.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ACCEPTER** la cession à l'euro symbolique consentie par M. et Mme MICHELIN ou toute personne venant en représentation de l'emprise de 16 m² à prélever sur la parcelle cadastrée B n°829.
- **D'ACCEPTER** le paiement de tous les frais, droits et émoluments relatifs à cette cession par la commune.
- **DE PRÉCISER** que l'emprise cédée intégrera le domaine public de la commune.
- **DE PRÉCISER** que cette opération ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.
- **DE PRÉCISER** qu'en vue du calcul du salaire du conservateur des hypothèques, le minimum de perception sera retenu.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la promesse, l'acte authentique à venir ainsi que toutes pièces nécessaires à cette mutation.

POINT N°33 RUE DE LA COMBE DE L'EAU - CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIE PAR MONSIEUR BERNIER ET MADAME MORTGAT AU PROFIT DE LA COMMUNE - PARCELLE AC N°108

Monsieur le Maire précise qu'en 2024, la commune a réalisé des travaux d'embellissement et de sécurisation dans la rue de la Combe de l'Eau.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Ces travaux ont parfois nécessité d'élargir la voie à certains endroits [illegible] sur les propriétés privées riveraines concernées.

Monsieur Magnant, géomètre, a réalisé le plan de la voie après travaux.

La commune est donc désormais en mesure de procéder aux régularisations cadastrales nécessaires.

Ainsi, Monsieur BERNIER et Madame MORTGAT, propriétaires de la parcelle AC n°108, ont accepté de céder gratuitement à la commune une emprise de 32 m² de terrain à prendre sur leur terrain conformément au plan joint et à la réalité de leurs limites parcellaires après travaux.

Le terrain cédé sera incorporé au domaine public communal.

La commune prendra en charge les frais du futur acte.

Il est rappelé que la commune a réalisé sur cette parcelle les travaux suivants :

- Création d'un mur de soutènement d'une hauteur de 80 cm pour le maintien des talus impactés par le projet d'aménagement de la voie – pose d'une protection sur le dessus des murets (de type couvertine) pour éviter les infiltrations et problèmes dus au gel.
- Constat contradictoire avec les propriétaires des espèces végétales à conserver et replantation d'arbustes adaptés. Les propriétaires conserveront les arbres qui seront coupés sur la propriété. Le façonnage en bois de chauffage sera à la charge du propriétaire.
- Retrait du panneau de signalisation « Roulez tout doux » de prévention pour les enfants.

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code général des impôts et notamment son article 1042 ;
- VU l'article L.1311-9 du Code général des collectivités territoriales fixant le cadre des demandes d'avis de l'autorité compétente de l'État et les seuils applicables modifiés par un arrêté du 5 décembre 2016 ;
- VU l'avis de la commission urbanisme et aménagement du territoire du 13 mai 2026 ;
- VU le plan joint réalisé par Monsieur Magnant ;
- VU la promesse jointe ;

- CONSIDÉRANT l'intérêt pour la commune de régulariser son cadastre à cet endroit conformément à la réalité des limites cadastrales après travaux de la rue de la Combe de l'Eau.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ACCEPTER** la cession à l'euro symbolique consentie par Monsieur BERNIER et Madame MORTGAT ou toute personne venant en représentation de l'emprise de 32 m² à prélever sur la parcelle cadastrée AC n°108.
- **D'ACCEPTER** le paiement de tous les frais, droits et émoluments relatifs à cette cession par la commune.
- **DE PRÉCISER** que l'emprise cédée intégrera le domaine public de la commune.
- **DE PRÉCISER** que cette opération ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.
- **DE PRÉCISER** qu'en vue du calcul du salaire du conservateur des hypothèques, le minimum de perception sera retenu.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la promesse, l'acte authentique à venir ainsi que toutes pièces nécessaires à cette mutation.

PROXIMITÉ

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

POINT N°34 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CENTRE NAUTIQUE

Monsieur le Maire rappelle que, dans le cadre de l'ouverture au public et du bon fonctionnement de la piscine municipale, il convient de fixer les règles applicables aux usagers ainsi qu'aux différents utilisateurs de l'équipement.

Le règlement intérieur a pour objet de définir les conditions d'accès, d'utilisation et de sécurité de la piscine municipale, afin de garantir :

- la sécurité des usagers et du personnel ;
- le respect des règles d'hygiène ;
- le bon déroulement des activités sportives, scolaires et associatives ;
- la préservation des équipements municipaux.

Ce règlement précise notamment, les conditions d'accès aux bassins, les comportements interdits, les obligations des usagers.

Il appartient au Conseil municipal d'approuver ce règlement intérieur afin de permettre sa mise en application à compter de son entrée en vigueur.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » indique avoir été surpris de recevoir cette délibération alors que la piscine est déjà rouverte. Il estime que ce sujet aurait pu être examiné en commission entre la fermeture de la piscine en 2025 et sa réouverture en 2026. Selon lui, il n'y avait pas d'urgence particulière justifiant que cette question soit soumise au conseil municipal sans avoir fait l'objet d'un débat préalable en commission associations. Il souhaite donc connaître les raisons justifiant l'urgence à statuer sur ce point.
Il s'interroge ensuite sur la limitation à 12 ans de l'autorisation de porter un maillot en lycra et sur la nécessité de disposer d'une prescription médicale au-delà de cet âge. Il indique qu'il n'a pas trouvé de disposition similaire dans le précédent règlement intérieur qui ne se trouve pas sur le site de la piscine et ne sait donc pas si cette modification rend le port du maillot en lycra plus ou moins restrictif qu'auparavant.
Il s'interroge néanmoins sur le bien-fondé de cette disposition au regard des enjeux de santé publique liés à l'exposition au soleil. Il rappelle l'augmentation des cas de cancers de la peau et s'adresse à Madame Perrine HOLTZWARTH, qui a travaillé au service de dermatologie du CHUV. Il indique avoir consulté les recommandations figurant sur le site du CHUV, selon lesquelles la meilleure protection contre les effets du soleil consiste à éviter l'exposition ou à utiliser des vêtements protecteurs, notamment des maillots en lycra anti-UV. Il souligne que cette protection concerne l'ensemble de la population, et plus particulièrement les mineurs jusqu'à la fin de la puberté.
Il estime dès lors qu'il n'est pas pertinent de demander une prescription médicale pour permettre de porter un maillot en lycra, ce qui conduirait selon lui à solliciter inutilement les médecins de Divonne-les-Bains. Il ajoute que les recommandations de la Ligue contre le cancer préconisent également une vigilance accrue dans les zones où l'exposition aux UV est renforcée, notamment à proximité de l'eau et en zone de montagne, comme à Divonne-les-Bains.
Il ne comprend donc pas cette restriction, alors qu'il existe de nombreux modèles de maillots en lycra adaptés à la baignade. Il estime que leur utilisation pourrait contribuer à réduire les dépenses de santé liées au traitement des cancers de la peau et également à limiter les coûts liés au traitement des eaux, la crème solaire étant très polluante.
Il évoque à ce sujet des données trouvées sur internet selon lesquelles environ 25 000 tonnes de crème solaire seraient déversées chaque année dans les océans. Il indique que les produits solaires seraient notamment impliqués, avec le plastique, dans le phénomène de blanchissement des coraux. Selon lui, les maillots anti-UV permettent ainsi à la fois de protéger la peau et de limiter les dégâts environnementaux.
Il considère donc qu'il existe une raison de santé publique importante pour autoriser le port des maillots anti-UV sans limitation d'âge, plutôt que de le restreindre aux enfants de moins de 12 ans.
Il propose en conséquence que le règlement autorise le port des maillots anti-UV sans limite d'âge.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Madame Perrine HOLTZWARTH confirme avoir travaillé en tant que responsable du service de dermatologie du CHUV. Elle précise avoir ainsi eu l'occasion de côtoyer de nombreux dermatologues et autres professionnels compétents dans ce domaine. Elle indique avoir notamment mené de nombreuses actions de sensibilisation sur les risques liés au mélanome.
Elle rappelle que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que la peau des jeunes enfants est encore plus fine que celle des adultes et qu'il est donc recommandé de les protéger notamment au moyen de vêtements anti-UV. Elle observe toutefois que les enfants portent généralement des tee-shirts classiques dans les cours de récréation, sans que cela ne suscite de remarque particulière.
Elle précise également qu'avec l'âge, la peau s'épaissit et offre une protection naturelle supplémentaire. Elle souligne néanmoins que, même lorsqu'ils sont utilisés, les tee-shirts anti-UV ne constituent pas une protection à 100 %. Pour assurer une protection efficace des enfants, il est donc nécessaire de compléter cette protection par des dispositifs d'ombrage.
Elle rappelle enfin que les mesures de protection contre le soleil ne doivent pas être limitées à la piscine mais doivent être appliquées de manière générale, quel que soit le lieu d'exposition.
Concernant l'utilisation de crème solaire, elle indique utiliser personnellement une crème solaire minérale, qui, selon les dermatologues du CHUV, offre la meilleure protection contre le soleil.

Madame Laurence BECCARELLI revient sur l'absence de présentation de ce sujet en commission. Elle explique avoir été interpellée par le gestionnaire de la piscine, qui a rencontré des difficultés face à certaines situations ambiguës ainsi qu'à certains abus. Il a notamment été nécessaire de faire la distinction entre les tee-shirts anti-UV et les tee-shirts classiques.
Elle précise que la limite fixée à 12 ans vise à assurer une protection particulière des jeunes enfants, tout en maintenant le principe général appliqué dans la majorité des équipements aquatiques concernant les tenues autorisées pour la baignade.
Elle indique également que cette disposition vise à maintenir un équilibre entre les impératifs d'hygiène, les contraintes liées à l'exploitation de l'équipement et les besoins spécifiques des plus jeunes. Elle rappelle enfin que les situations médicales particulières restent bien entendu autorisées au-delà de 12 ans.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur la modification de la phrase « *le port d'un tee-shirt anti-uv spécifiquement conçu pour la baignade est autorisé pour les enfants de moins de 12 ans sans justificatif médical* » par « *le port d'un tee-shirt anti-uv spécifiquement conçu pour la baignade est autorisé* » :
Le conseil municipal décide, par 8 voix POUR,
1 voix ABSTENTION : Madame Véronique DERUAZ
et 24 voix CONTRE : L'ensemble des élus de la majorité présents

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le Code du sport, notamment les dispositions relatives aux établissements d'activités physiques et sportives ;
- VU le Code de la santé publique, notamment les dispositions relatives aux règles d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et baignades ouvertes au public ;
- VU le décret n°81-324 du 7 avril 1981 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et baignades aménagées ;
- VU l'arrêté du 7 avril 1981 relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines ;

- CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer l'accès et l'utilisation de la piscine municipale afin d'assurer la sécurité, l'hygiène et le bon ordre au sein de l'équipement.

Le conseil municipal décide, par 25 voix POUR,
et 8 voix CONTRE : Martin PERRIER, Marine BON, David GAYMARD, Kristina SCHEMANN, Daniel DEVRED, Céline CARLE-FAYE, Matthieu EYMERY, Isabelle GROSFILLEY

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur de la piscine municipale annexé à la présente délibération.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

RESSOURCES HUMAINES

POINT N°35 MAINTIEN PROVISOIRE DU DEMI-TRAITEMENT DES AGENTS PLACÉS EN CONGÉ DE MALADIE ORDINAIRE OU CONGÉ DE LONGUE MALADIE

Monsieur le Maire informe l'assemblée :

Maintien du demi-traitement
La collectivité décide de maintenir le versement du demi-traitement, à compter du 1er janvier 2026, y compris pour la part éventuellement non prise en charge par l'assureur, et ce à titre provisoire pour les agents se trouvant dans le cas d'un demi traitement suite à une longue maladie ou dans le cas d'une maladie ordinaire supérieur à 3 mois avant le 31 décembre 2025.

Contexte assurantiel
Ce maintien intervient dans un contexte de résiliation du contrat d'assurance statutaire au 31 décembre 2025 et d'incertitudes sur les conditions de mobilisation des garanties, la collectivité ayant pris sa décision au vu des informations disponibles à ce jour.

Caractère provisoire des versements
Les sommes versées par la commune présentent un caractère provisoire et sont susceptibles de faire l'objet d'une régularisation en fonction des droits définitifs des agents et des éventuelles prises en charge par des tiers.

Encadrement du remboursement
Un remboursement par l'agent ne pourra être exigé que dans les cas suivants :

- paiement indu ;
- perception de prestations incompatibles ;
- prise en charge effective et définitive par un organisme tiers, générant une créance certaine au profit de la collectivité.

En dehors de ces cas, les sommes versées, y compris celles correspondant à la part non couverte par l'assureur, ne pourront être réclamées à l'agent.

Portée de la décision de l'assureur
La décision de l'assureur constitue un élément d'appréciation mais ne saurait, à elle seule, fonder une obligation de remboursement en l'absence de créance juridiquement établie.

- VU le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 relatif aux congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.822-1 à L.822-5 relatifs au congé de maladie ordinaire ;
- VU les décisions du Maire n°2026-206 et n°2026-207 du 29 avril 2026 ;
- VU le contrat d'assurance statutaire souscrit par la collectivité ;
- VU la résiliation dudit contrat à effet du 31 décembre 2025 ;

- CONSIDÉRANT les incertitudes relatives aux modalités de prise en charge du dossier des agents par l'assureur ;
- CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer la continuité de la rémunération des agents placés en congé de maladie ordinaire ou congé longue maladie ;
- CONSIDÉRANT la demande du trésorier concernant la régularisation de ces décisions par une délibération.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CULTURE

POINT N°36 MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MÉDIATHÈQUE DE DIVONNE-LES-BAINS

Monsieur le Maire informe que la médiathèque municipale de la commune de Divonne-les-Bains, dans un souci d'amélioration de ses services, propose d'uniformiser la durée de prêt de tous ces supports.

Afin de tenir compte des pratiques de nos usagers et après une évaluation de cinq mois d'existence du nouveau fonds de jeux de société, il est proposé de passer la durée de prêt des jeux de société de 15 jours à 1 mois, comme celle de tous les autres supports.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » remercie Madame Caroline BARBICHE. Il rappelle que, suite à la mise en place de la commission le 21 mars 2026, le groupe a reçu, dès le 22 mars, un courriel de Monsieur Franck CRESTEY demandant que la durée de la période de prêt soit portée à un mois.
Il indique que chacun a pu s'exprimer sur cette demande. Madame Isabelle GROSFILLEY et Madame Marine BON ont notamment donné leur accord immédiatement. Elles ont également eu l'occasion de poser leurs questions à Monsieur CRESTEY, les réponses leur ont été transmises immédiatement.
Le sujet a ensuite pu être discuté en commission culture le 7 mai. Le groupe souligne que c'est grâce à cette démarche que la délibération peut aujourd'hui être présentée au conseil municipal dans de bonnes conditions.
Il conclut qu'il n'y a aucun problème de confiance lorsque les choses sont faites correctement, comme cela a été le cas pour cette délibération.

- VU le Code générale des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
- VU l'avis favorable de la commission culture en date du 7 mai 2026 ;

- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour le règlement intérieur de la médiathèque municipale et ses annexes pour uniformiser la durée de prêt des différents supports proposées aux usagers de la médiathèque, notamment les jeux de société.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

- **D'ADOPTER** le règlement intérieur de la médiathèque tel qu'annexé à la présente.
- **DE PRENDRE ACTE** de l'application du règlement de la médiathèque à compter du 2 juin 2026.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

POINT N°37 COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DU 21 MARS 2026

Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire rendra compte des décisions prises en application de la délégation de compétences accordée par le conseil municipal par délibération n°DE_2026_049 du conseil municipal du 21 mars 2026.

DEC_2026_190 du 23 avril 2026
Mission géotechnique pour la construction d'un bâtiment modulaire en salle de classe - Vesenex - Société EQUATERRE pour un montant de 5 830,00€ HT soit 6 996,00€ TTC.

DEC_2026_191 du 23 avril 2026

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

AMO pour la préparation de dossier - Phase 2 pour la vidéoprotectio
un montant de 1 200,00€ HT soit 1 440,00€ TTC.

DEC_2026_192 du 27 avril 2026
Convention entre la mairie de Divonne-les-Bains et OPTIQUE du GOLF pour la mise à disposition des espaces de L'Esplanade du Lac à l'occasion de la projection du film "De Divonne à la Mongolie, une aventure pour la vue" le 24 avril 2026.

DEC_2026_193 du 28 avril 2026
Vente de la plieuse Jouanel à la Direction nationale d'interventions domaniales pour un montant de 800,00€ TTC dans le cadre du rachat de la plieuse Jouanel.

DEC_2026_194 du 28 avril 2026
Convention d'occupation à titre gratuit du domaine public - Mise à disposition des salles de danse 1 et 2 et de la salle d'agrès du gymnase au profit de l'association Orensen.

DEC_2026_195 du 28 avril 2026
CODP Mise à disposition de locaux communaux et d'espace public dans la cadre de l'HYBRID RACE organisée par Espace 220 by Profit - 17 Mai 2026.

DEC_2026_196 du 28 avril 2026
Convention d'occupation du domaine public à titre payant - ERAGE DIVONNE- Championnat- 30 et 31 mai 2026 - Annule et remplace la DEC_2026_181 au tarif de 350 euros, par convention d'occupation du domaine public au profit de l'association ERAGE Divonne les 30 et 31 mai 2026.

DEC_2026_197 du 28 avril 2026
Convention d'occupation du domaine public – Exploitation du Glacier du Lac – Du 19 janvier 2026 au 31 décembre 2028 - SARL WOODY - Avenant n°1

DEC_2026_198 du 28 avril
Convention entre la mairie de Divonne-les-Bains et le FSE pour la mise à disposition des espaces de L'Esplanade du Lac à l'occasion de la chorale des collèges les 28 avril, 19, 20 et 21 mai 2026.

DEC_2026_199 du 29 avril 2026
Mission d'assistance au recrutement du Directeur Général des Services - société THINK DOCTOR "Chasseurs de talents"

DEC_2026_200 du 28 avril 2026
Avenant au contrat entre La Vouivre et la mairie de Divonne-les-Bains pour la cession du spectacle "LUX" en date du 6 et 7 mai 2026 à L'Esplanade du Lac - Mise en place d'un atelier parent-enfant le 6 mai 2026 pour un montant total
H.T. du spectacle de 8120,30 euros au lieu de 7849,60 euros et un montant T.T.C. de 8566,92 euros au lieu de 8281,33 euros.

DEC_2026_201 du 28 avril 2026
Convention de concession temporaire et précaire d'un local - Local des 4 Vents - Eva CHEN - Mai 2026.

DEC_2026_202 du 29 avril 2026
Mission d'assistance au recrutement du Directeur Général des Services - société THINK DOCTOR "Chasseurs de talents" pour un montant de 11 900€ HT soit 14 280€ TTC
comprenant :
- 11 000,00€ HT de frais d'honoraires ;
- 900,00€ HT de frais administratifs et techniques.

DEC_2026_203 du 29 avril 2026

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Convention d'accueil du Président du Jury de la 7ème édition du concours Zoom Photo Lémanique 2026 entre la Mairie de Divonne-les-Bains et le Photographe Lenny VIDAL.

DEC_2026_204 du 29 avril 2026
Convention d'occupation de locaux à titre payant au profit de l'association USPG - LOTO du samedi 11 avril 2026 - Avenant n°1 de modifier le tarif indiqué dans la convention à savoir 350 euros.

DEC_2026_205 du 4 mai 2026
Maintien du demi traitement et modalités de remboursement éventuel.

DEC_2026_206 du 29 avril 2026
Maintien du demi traitement et modalités de remboursement éventuel - Sylvie DUKARSKI.

DEC_2026_207 du 29 avril 2026
Maintien du demi traitement et modalités de remboursement éventuel - Maud QUESADA.

DEC_2026_208 du 5 mai 2026
Convention d'occupation de locaux à titre payant au profit de l'association USPG - LOTO du samedi 11 avril 2026 - Annule et remplace la DEC_2026_204 Montant total (télescopique + reprise) TTC : 82 788,00 euros

DEC_2026_209 du 5 mai 2026
Convention d'occupation de locaux à titre payant au profit de l'association USPG - LOTO du samedi 11 avril 2026 - Annule et remplace la DEC_2026_204.

DEC_2026_210 du 5 mai 2026
CODP manifestation salon Outdoor "Hipporun"- Events Découvertes - Du 20 au 28 avril 2026 - SASU Events Decouvertes Avenant 1.

DEC_2026_211 du 7 mai 2026
Renouvellement du contrat de téléphonie mobile pour 36 mois – ORANGE pour un montant de 395,30 € HT soit 474,36 € TTC par mois pour une durée de 36 mois.

DEC_2026_212 du 7 mai 2026
Vente de matériels réformés audio-visuel de l'Esplanade du Lac de Divonne-les-Bains pour un montant de 500,00€ TTC.

DEC_2026_213 du 7 mai 2026
Annulation de la décision n°DEC_2026_199 portant sur une mission d'assistance au recrutement du directeur général des services - société Think Doctor "chasseurs de talents"

DEC_2026_214 du 7 mai 2026
Convention d'occupation de locaux à titre gratuit au profit de l'association LOISIRS ET CULTURE.

DEC_2026_215 du 7 mai 2026
Mise en conformité du règlement général sur la protection des données (RGPD) et (DPO) délégué à la protection des données externalisé - Société OPTIMEX DATA pour un montant de 23 168,00€ HT soit 25 401,60€ TTC.

DEC_2026_216 du 7 mai 2026
Remplacement des portes de l'Espace Jeune - Société COURT pour un montant de 11 248,00€ HT soit 13 497,60€ TTC.

DEC_2026_217 du 7 mai 2026
Extension du complexe tennis / padel sur deux niveaux - Mission INV / G2 AVP / G5 EP - Société EQUATERRE pour un montant de 7 700,00€ HT soit 9 240,00€ TTC.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

DEC_2026_218 du 7 mai 2026
Convention de mise à disposition de locaux et de matériel à titre gratuit au profit de l'association Culture Langue.

DEC_2026_219 du 7 mai 2026
Demande de signature pour le contrat entre l'Association Bazar au Terminus et la mairie de Divonne-les-Bains pour le spectacle Mer agitée à peu agitée Le mercredi 20 mai 2026 à 16h30 pour une cession de 955€ à la médiathèque pour une cession de 955€ à la médiathèque.

DEC_2026_220 du 11 mai 2026
Convention entre la mairie de Divonne-les-Bains et ORENSEN pour la mise à disposition des espaces à L'Esplanade du Lac du 03 juin 2026 au 07 juin 2026.

DEC_2026_221 du 11 mai 2026
Convention entre la mairie de Divonne-les-Bains et DIV'EVENTS pour la mise à disposition des espaces de L'Esplanade du Lac à l'occasion des commémorations de la « Victoire des forces alliées sur l'Allemagne nazie et la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe » du jeudi 7 mai 2026 au samedi 09 mai 2026.

DEC_2026_222 du 11 mai 2026
Convention de location de locaux et de matériel - Kung Fu Shaolin Divonne - Entraînement 14 et 15 avril 2026 au tarif de 75 euros par jour.

DEC_2026_223 du 18 mai 2026
Convention entre la mairie de Divonne-les-Bains et le FSE du collège Marcel ANTHONIOZ pour la mise à disposition des espaces de L'Esplanade du Lac les 02 avril 2026 et 16 juin 2026.

DEC_2026_224 du 21 mai 2026
Mandat spécial conféré à Monsieur Eric GAVARET, deuxième adjoint au Maire pour représenter la commune et participer à l'évènement "Parlons Tourisme" à Francheleins le 27 avril 2026.

- VU l'article L.2122-23 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°DE_2026_049 du conseil municipal du 30 mars 2026.

A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide,

➢ **DE PRENDRE ACTE** des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs citée ci-dessus.

L'ordre du jour est épuisé à 22h14

Questions écrites du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » :

Point 1: Compte rendu du CM du 30 mars 2026

Afin de refléter fidèlement le déroulé des débats, la remarque sur les vice-présidents de commission ayant eu lieu après l'annonce des commissions, il conviendrait de rajouter « Après que Monsieur le Maire a proposé la composition de chacune des neuf commissions en indiquant l'adjoint qui en prendra la vice-présidence, Marine Bon pour » le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » relève que, selon le code des collectivités territoriales, ce n'est pas l'autorité actuelle qui doit désigner le vice-président : chaque commission doit élire elle-même son vice-président. Il souligne donc que la procédure devra être respectée et que des candidatures pourront être proposées.

Monsieur le Maire reconnaît que l'intervention précédente est juste, mais explique que, par souci de transparence, il souhaitait annoncer dès ce soir les vice-présidents proposés par la majorité pour les différentes commissions. Il propose un vote à main levée sans bulletin

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

secret. Il constate qu'il n'y a ni opposition ni abstention, et de[illegible] commissions est donc adopté. »

Par ailleurs, dans les comptes rendus, il est indiqué, dans la plupart des prises de paroles des membres du groupe Tout Simplement Divonne-les-Bains : « le groupe TSDLB ». Nous demandons à ce que les comptes rendus rendent compte des prises de paroles de chacun des 33 membres du CM, qui peuvent de surcroît parler en leur nom et pas au nom d'un groupe majoritaire ou minoritaire. Les comptes-rendus seront modifiés en conséquence en précisant le nom de l'intervenant.

Point 2: Compte rendu du CM du 4 mai 2026

Point 3: « Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » explique ne pas avoir reçu le procès-verbal en pièce-jointe de la délibération et ne peut donc pas voter. »

Ce n'est pas que le groupe TSDLB qui n'a pas été destinataire des documents, mais tous les élus. Il convient d'écrire « Le groupe « Tout Simplement Divonne-les-Bains » explique que le procès-verbal ne figurait pas en pièce-jointe de la convocation adressée à l'ensemble des élus et ne peut donc la résolution ne peut pas être votée. »

Point 22: La délibération n'a pas été votée. Monsieur le Maire a juste dit « nous prenons acte » sans qu'aucun vote n'ait eu lieu. Le procès-verbal ne peut donc indiquer « A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide, DE PRENDRE ACTE des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs citée ci-dessus ». Le PV du compte rendu ne peut pas être voté en l'état

Votre remarque sur ce point sera prise en compte dans le procès-verbal du conseil municipal du 1er juin 2026.

Point 3: Délégations consenties au Maire

Quelles sont les raisons de la modification des délégations faites au Maire telles que pourtant votées le 21 mars dernier, sachant que la loi qui précise ces délégations possibles n'a pas évolué ?

Plus particulièrement, pourquoi, sans avoir évoqué le sujet en commission finances, la mention « 3° Procéder, dans la limite de 5 000 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires » a-t-elle été ajoutée sans explication ?

Le groupe s'interroge en outre sur la légalité de cette mesure, ainsi rédigée, au regard des exigences de la jurisprudence.

Les modifications sont liées à une remarque du contrôle de légalité sur quelques manquements chiffrés et notamment sur le recours à l'emprunt.

Point 4: commission des impôts directs (CCID)

« Il sera demandé au conseil municipal : D'ÉTABLIR la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la commission des impôts directs (CCID). »

Cette décision ne pourra être examinée en l'état.

La liste fournie semble être celle de la mandature passée.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Si tel est le cas,
D'une part, aucune liste de personne n'est proposée en annexe de cette délibération.
D'autre part, en nous informant au dernier moment de l'inscription à l'ordre du jour de cette délibération, il est impossible à chacun des conseillers municipaux de proposer des personnes intéressées à siéger. A moins que cela n'ait évidemment été discuté entre les conseillers majoritaires avant l'établissement de ladite liste, ce qui romprait le principe d'égalité entre tous les conseillers municipaux.

Si cela n'est pas le cas, où a été fait l'appel à candidature ?

La liste n'est pas celle de la précédente mandature. La plupart des personnes ont déjà siégé dans cette commission et d'autres avaient déjà fait part de leur disponibilité pour y siéger auprès de la commune, nous les avons donc intégrés.

Le groupe TSDLB souhaite donc avoir la liste des personnes pressenties ; et, selon le mode de candidature, le temps de proposer pour étude par tous les conseillers municipaux une liste de personnes intéressées pour le prochain conseil municipal.

Cette liste doit être proposée pour la fin du mois, si vous souhaitez proposer des noms, ceux-ci pourront être proposés lors du Conseil Municipal.

Point 25: Extension du dispositif de vidéoprotection

Il nous a été fait état de dysfonctionnement des dispositifs vidéo. Existe-t-il un rapport de suivi, un bilan de fonctionnement ou tout autre élément susceptible de nous éclairer sur le dispositif existant et sur le dispositif envisagé ?

Il n'y a pas de dysfonctionnement concernant le dispositif. Les travaux progressent normalement : il reste seulement deux points à finaliser, l'un nécessitant une intervention de génie civil pour l'alimentation et l'autre concernant le déplacement d'une caméra avec la pose d'un nouveau mât.

Point 26: Conseils de Quartier

Nous souhaiterions disposer du bilan complet évoqué oralement par le délégué au Conseil de Quartier en commission Cadre de Vie.

Le bilan évoqué est en PJ. Un bilan fait directement par les CDQ s'est aussi fait à l'EDL chaque fin d'année pour qu'ils puissent prendre connaissance des projets de chacun et les évoquer devant l'assemblée présente.

Point 33: Règlement intérieur du Centre Nautique

Les membres de la commissions associations a reçu par mail en date du 21 mai 2026

« Dans le cadre de la finalisation du règlement intérieur du Centre nautique de Divonne-les-Bains, un travail de mise à jour et de sécurisation juridique des différentes dispositions a été engagé avec le gestionnaire de l'équipement ainsi qu'avec le conseil juridique de la commune.

Une attention particulière a été portée à l'article 4 relatif aux tenues autorisées au sein de l'établissement, afin de garantir un cadre clair, applicable et conforme aux exigences liées à l'hygiène, à la sécurité et au bon fonctionnement du service public.

Dans ce contexte, il a été proposé d'introduire une précision concernant le port des tee-shirts anti-UV pour les jeunes enfants. Ainsi, le règlement prévoit désormais que :

« Le port d'un tee-shirt anti-UV spécifiquement conçu pour la baignade est autorisé pour les enfants de moins de 12 ans, sans justificatif médical. » (...) au regard des délais contraints liés au calendrier administratif, ce point ne pourra pas être présenté préalablement en commission.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

La délibération portant approbation du règlement intérieur sera c
l'ordre du jour du Conseil municipal du 1er juin prochain. »

Le groupe TSDLB réitère les questions qu'il a posées aux membres de la commission en réponse.

- L'ouverture de la piscine n'était-elle pas un événement suffisamment prévisible pour que cette question soit évoquée lors des commissions entre septembre 2025 et juin 2026 ? Sinon, qu'est ce qui justifie cette urgence ?

- Pouvez-vous nous transmettre les éléments de santé publique qui justifient que cette autorisation, sans raison médicale, s'arrête à 12 ans ? Alors qu'il est inscrit sur tous les sites et écrits sérieux de santé publique que la peau doit, à tout âge et encore plus pendant l'enfance jusqu'à la fin de la puberté vers 18 ans, être protégée du soleil. Et alors que l'utilisation de la crème solaire n'a, d'une part pas la même protection vis-à-vis du soleil (par exemple, elle s'élimine à la baignade, elle peut être mal étalée) et d'autre part, est extrêmement polluante pour l'eau des bassins et des océans. Sans parler de son coût plus élevé. Que donc les adultes doivent également pouvoir choisir de bénéficier de cette protection.

Nous proposons que les protections anti-UV en lycra soient acceptées quel que soit l'âge.

Ainsi qu'une autre question sur la rédaction de ce règlement intérieur :

Pourquoi les règles « Tout acte ou comportement de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs, à la tranquillité des usagers, au bon ordre ou à la propreté de l'établissement est formellement interdit. Toute personne ne respectant pas ces dispositions devra quitter l'enceinte du Centre nautique, sans remboursement du droit d'entrée. » sont dans les tenues alors que les faits d'atteinte aux bonnes mœurs, à la tranquillité des usagers, au bon ordre ou à la propreté de l'établissement n'ont rien à voir avec les tenues des usagers ?

Concernant votre premier point, cette modification fait suite à une demande du gestionnaire du Centre nautique formulée au début de la saison. Plusieurs abus et situations ambiguës concernant certaines tenues ont en effet été constatés lors de l'ouverture de l'équipement. Nous avons donc souhaité clarifier le règlement afin de sécuriser son application et d'éviter des interprétations divergentes sur place. Il ne s'agissait pas d'une volonté de modifier en profondeur le règlement mais bien d'apporter une précision opérationnelle à la demande du gestionnaire.
Concernant le second point, la limitation à 12 ans a été retenue afin de permettre une protection renforcée des jeunes enfants tout en conservant le principe général applicable dans la majorité des équipements aquatiques concernant les tenues de baignade. Cette disposition vise également à maintenir un équilibre entre les impératifs d'hygiène, les contraintes d'exploitation de l'équipement et les besoins spécifiques des plus jeunes publics. Les situations médicales demeurent évidemment autorisées au-delà de cet âge. Cette rédaction est beaucoup plus protectrice sur ce point que la précédente.
Enfin, concernant votre troisième remarque, nous convenons que la rédaction actuelle peut prêter à confusion. Cette phrase relative aux comportements et au respect du bon ordre dans l'établissement n'a pas vocation à figurer dans le paragraphe relatif aux tenues. Une modification rédactionnelle sera donc proposée lors du prochain Conseil municipal afin de repositionner cette disposition dans le point 9 du règlement, où elle trouvera plus naturellement sa place.

Relances et compléments sur des questions déjà posées :

8. Mandats de M. le Maire:

Au regard des dernières désignations, pourriez-vous nous préciser la nouvelle liste précise et exhaustive de ses mandats et représentations ?

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

L'ensemble des délégations et représentations ne sont pas encore [illegible] assemblées. Un tableau complet de ces représentations et délégations vous sera communiqué avant le prochain conseil.

9. Avantages en nature pour les agents :

Nous avons reçu les informations relatives au DGS et aux logements communaux. Pouvons-nous avoir un tableau de valorisation de ces avantages ? Confirmez-vous qu'à l'exclusion de ces derniers, il n'y en a pas d'autres ?

Les éléments vous seront communiqués par mail prochainement.

10. Provisions :

Sauf à considérer qu'il n'y en a pas, nous restons dans l'attente des provisions éventuelles dans les contentieux juridiques liés au droit du travail.
Les provisions pour risques contentieux ne sont pas particulièrement fléchées sur le droit du travail mais sur l'ensemble des risques.

Questions supplémentaires :

11. Invitation aux événements de la commune

Il nous semblerait convenable que tous les membres du CM soient invités aux évènements organisés sur le site de la commune et pour lesquels Monsieur le Maire, ou ses adjoints, sont invités.

Les élus de l'opposition sont bien invités à ces évènements puisqu'ils sont publics.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » remarque qu'effectivement les évènements sont publics mais tout le monde n'en est pas averti de la même manière. Tous les membres du conseil municipal devraient avoir la même information.

Monsieur le Maire explique qu'il y a deux niveaux d'information. Il y a les invitations qui émanent de la ville et qui englobent l'ensemble du conseil municipal, puis il y a les invitations provenant des clubs ou des organisateurs des évènements.

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » a tout de même la sensation de ne pas être convié à certains évènements ou ne sont pas informés comme ils devraient l'être au titre des commissions notamment.
Il y a un manque de transparence sur le rôle de chaque commission et les sujets traités par chacune. Dans les délégations sans représentant, il souhaite savoir à quelle commission elles sont rattachées. C'est pour une prochaine fois, mais il souhaite tout de même poser la question.

Monsieur le Maire rappelle que les invitations émanant de la ville, l'ensemble des conseillers municipaux sont conviés. Lorsque les invitations émanent de l'extérieur sont souvent adressées au Maire et peuvent être adressées à d'autres élus. Si Monsieur le Maire ne peut pas venir, il essaie d'être représenté.

12. Organigramme

Pouvez-vous nous fournir l'organigramme précis, exhaustif et nommé des personnels de la mairie ? Nous sommes conscients de l'arrivée prochaine d'un DRH mais à défaut nous souhaitons disposer des meilleures informations disponibles à date.

L'organigramme vous sera communiqué avec les noms des directeurs et des responsables de services.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

Le groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » souhaite obtenir même s'il est à date puisqu'il y a une évolution permanente. Il est important pour lui d'avoir l'organigramme notamment pour les questions que le groupe peut avoir.

Monsieur le Maire rappelle que le point d'entrée pour communiquer avec les services doit passer par le directeur ou le responsable afin d'éviter que tout le monde rencontre les collaborateurs et que cela devienne compliqué pour eux.

13. Commission de révision du règlement intérieur

Comment est composée, outre Madame Loth et Monsieur le Maire, la commission de révision du règlement intérieur ? que d'élus ?
Selon cette composition nous répondrons au mail adressé à notre groupe le 26 mai dernier.

Seul Monsieur le Maire et Madame Loth seront présents pour la majorité. Ils seront accompagnés d'une personne des services.

Monsieur le Maire propose qu'une personne du groupe « Tout simplement Divonne-les-Bains » participe à ces réunions.

14. Point que le groupe TSDLB souhaiterait voir rajouté à l'ordre du jour

Le groupe TSDLB souhaite que soit ajouté à l'ordre du jour :
La ville de Divonne a choisi de permettre aux enseignants d'acheter directement les fournitures, manuels et abonnements scolaires pour leur classe.
Ce faisant, la ville de Divonne permet à chaque élève de disposer des moyens nécessaires pour leur instruction, laissant à la charge des familles un investissement mineur.
Cela permet de garantir à chaque élève une égalité des chances, d'éviter la discrimination de moyens visibles entre les enfants.
Cela permet aussi aux enseignants de choisir leur matériel, et les manuels adaptés à leurs apprentissages.
Nous saluons à ce titre l'investissement de notre ville, et voulons qu'il perdure.
A ce titre depuis 2002, chaque enseignant reçoit la somme de 46 € par enfant scolarisé. Cette somme est largement insuffisante. Les enseignants ne peuvent fournir un manuel à chaque élève, s'ils veulent garder à leur charge les achats des cahiers. Il en est de même pour des abonnements à des revues ou livres qui enrichissent ensuite la bibliothèque scolaire.
Aujourd'hui, les enseignants sont en outre confrontés à l'achat de matériel spécifique pour des enfants à besoin différents. Et nous ne pouvons que nous féliciter de l'inclusion de notre école.
Selon l'INSEE entre 2002 et aujourd'hui l'inflation est de 40 %. Chaque année le pouvoir d'achat des enseignants est réduit.
Depuis plus de 10 ans, les enseignants le relèvent lors des conseils d'école.
Il serait temps de les écouter pour nos citoyens de demain.
Une augmentation de 40 % représente une somme de 64 € pour revenir au niveau de la vie comparable à 2002.
Il est proposé d'augmenter l'allocation scolaire versée à chaque enfant scolarisé en maternelle et primaire dans les écoles publiques et sous contrat de Divonne à 64 € par enfant dès la rentrée 2026-2027.

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
- CONSIDÉRANT l'intérêt pour la commune de soutenir l'instruction des enfants scolarisés en primaire et maternelle, augmenter l'allocation scolaire versée à chaque enfant scolarisé en maternelle et primaire dans les écoles publiques et sous contrat de Divonne à 64 € par enfant dès la rentrée 2026-2027.
Inscrire la délibération au budget rectificatif de la ville

Ce point sera discuté en début de conseil afin de faire voter son ajout à l'ODJ. Nous rappelons que nous avons, ensemble, soumis le souhait que les points soit traité en commission avant leur passage en conseil municipal ce qui n'est pas le cas ici. Si une délibération doit être inscrite en séance, cela doit être exprimé par au moins 1/3 des membres présents.

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE

La séance est levée à 22h21

Le Maire

Vincent SCATTOLIN

La secrétaire de séance

Sophie CLEYET

Affiché le

Retiré le

Envoyé en préfecture le 11/09/2026
Reçu en préfecture le 11/09/2026
Publié le
ID : 001-210101432-20260907-DE_2026_203-DE